

# Les conventions locales de gestion des ressources naturelles et de l'environnement

Légalité et cohérence en droit sénégalais

Laurent Granier



# Les conventions locales de gestion des ressources naturelles et de l'environnement

Légalité et cohérence en droit sénégalais

Laurent Granier



# Les conventions locales de gestion des ressources naturelles et de l'environnement

Légalité et cohérence en droit sénégalais

Laurent Granier

La terminologie géographique employée dans cet ouvrage, de même que sa présentation, ne sont en aucune manière l'expression d'une opinion quelconque de la part de l'UICN sur le statut juridique ou l'autorité de quelque pays, territoire ou région que ce soit, ou sur la délimitation de ses frontières.

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'UICN.

Cette publication s'inscrit dans le cadre du programme stratégique 2005-2008 du Bureau de l'UICN au Sénégal supporté par l'Ambassade des Pays-Bas.

Publié par: UICN, Gland, Suisse et Cambridge, Royaume-Uni

Droits d'auteur: ©2006 Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources

La reproduction de cette publication à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise sans autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source soit dûment citée.

La reproduction de cette publication à des fins commerciales, notamment en vue de la vente, est interdite sans autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur.

Citation: Granier, Laurent (2006). *Les conventions locales de gestion des ressources naturelles et de l'environnement. Légalité et cohérence en droit sénégalais*. UICN, Gland, Suisse et Cambridge, Royaume-Uni. x + 44 p.

ISBN-10: 2-8317-0940-7

ISBN-13: 978-2-8317-0940-6

Couverture conçue par: Centre du droit de l'environnement de l'UICN

Photo couverture: Assemblée villageoise au Sénégal, Helio-Van Inguen/Fiba

Mise en page: Barbara Weiner

Produit par: Centre du droit de l'environnement de l'UICN

Imprimé par: Druckerei Gerhards GmbH, Bonn, Allemagne

Disponible auprès du: Service des publications de l'UICN  
219c Huntingdon Road, Cambridge CB3 0DL, R.-U.  
Tél.: +44 1223 277894, Télécopie: +44 1223 277175  
Courriel: [books@iucn.org](mailto:books@iucn.org)  
[www.iucn.org/bookstore](http://www.iucn.org/bookstore)

Il existe aussi un catalogue des publications de l'UICN.

# Sommaire

Préface	vii
Remerciements	ix
 Introduction	 1
 <b>I. Statut juridique des CL GRN : des contrats administratifs de décentralisation de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement à objets multiples</b>	 3
A. Origines des CL GRN au Sénégal	4
1. La redécouverte des ressorts du droit coutumier	4
2. L'influence des expériences et programmes pluridisciplinaires	5
3. La décentralisation en matière de gestion des ressources naturelles	6
B. Anatomie des CL GRN	7
1. Les CL GRN : des contrats administratifs relevant donc du contrôle et du Juge administratifs	7
2. Les CL GRN : un outil contractuel à multiples formes et dénominations	8
3. Les parties aux CL GRN : l'Etat et les collectivités locales	9
4. Les bénéficiaires des CL GRN : les populations et l'environnement	11
5. Les partenaires aux CL GRN : des personnes publiques et privées	11
6. Objets, objectifs et champ d'application des CL GRN	12
 <b>II. Légalité des CL GRN</b>	 13
A. Sur la reconnaissance des CL GRN en droit sénégalais	13
1. La compatibilité des CL GRN avec la législation nationale	13
a. Les CL GRN, outils conformes à l'esprit des règles encadrant le fonctionnement des collectivités locales en matière d'environnement	13
b. Les CL GRN, instruments contractuels de mise en œuvre des orientations des cadres de concertation	15
i. Des CL GRN pour la « gestion » des ressources naturelles mises en place par les Communautés rurales	15
ii. Des CL GRN pour la « planification » et « l'harmonisation » des politiques de GRN et d'environnement mises en place par les Régions ?	16
iii. Et les Communes alors ?	17
2. Les CL GRN ni formellement reconnues, ni encadrées par la législation nationale	17

B. Les procédures d'adoption et de fonctionnement des CL GRN	18
1. Conditions de forme et de procédure	18
2. Conditions de fond : le strict respect des domaines de compétences transférés par le contrôle de légalité des CL GRN	18
<b>Conclusion</b>	19
<b>Sélection Bibliographique</b>	21
<b>Annexe : Convention locale pour une gestion durable des ressources de la forêt de Djiffa</b>	23

# Préface

Les Conventions locales de gestion des ressources naturelles et de l'environnement sont une grande réussite au Sénégal. Depuis une quinzaine d'années, le recours à cet instrument contractuel négocié au niveau local, pour une gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, n'a cessé de croître. Adoptées sur la base des « cadres de concertation » par une délibération de la collectivité locale (Communautés rurales, Régions) et approuvées par l'Administration (sous-Préfets, Préfets, Gouverneurs) qui en devient co-signataire, ces conventions ont prouvé leur efficacité sur le terrain. D'une grande diversité, elles peuvent porter sur une simple ressource, un groupe de ressources, ou encore sur un écosystème entier, comme c'est le cas dans le delta du Saloum. Impliquant l'ensemble des acteurs concernés, notamment les populations, gestionnaires directs des ressources naturelles, elles offrent la flexibilité, mais aussi le niveau de détail nécessaire, à une gestion rationnelle et intelligente de ressources naturelles hélas de plus en plus rares.

Actuellement adoptées sur la base des lois de décentralisation de 1996, portant notamment transfert de compétences en matière de gestion des ressources naturelles et de l'environnement aux collectivités locales, les « convention locale » (ou toute expression équivalente) ne sont cependant pas formellement mentionnées par la législation sénégalaise. C'est sur la base de la capacité données à certaines collectivités locales de mettre en place des « cadres de concertation » pour la « gestion des ressources naturelles » ou pour « l'harmonisation des politiques d'environnement » que de tels instruments contractuels voient le jour. Le code des collectivités locales laisse donc planer un doute quant à leur légalité. L'auteur, en faisant une analyse poussée des textes, remontant même jusqu'à leurs origines diverses au Sénégal, démontre que celles-ci sont cependant conformes tant à l'esprit de la loi qu'aux conditions de fond, de forme et de procédure que la pratique a permis d'institutionnaliser.

Selon lui, ce sont des outils juridiques très efficaces sur le terrain car procédant d'une concertation et d'une négociation, et donc d'un soutien à tous les niveaux : administration, administrés, partenaires, etc. Cela démontre que pour être opérationnelle, une règle ou un instrument juridique doit avant tout correspondre à la culture et aux réflexes réglementaires « naturels » d'une société. L'auteur parle à ce propos d'« outils juridiques modernes ». Selon lui les conventions locales permettent la difficile jonction entre le droit national imposé et le droit local traditionnellement oral et négocié. En ce sens elles permettent de parachever la décentralisation au niveau local en facilitant, au moyen de contrats, l'application effective de compétences transférées de l'Etat vers les collectivités locales. Certaines conventions locales sont d'ailleurs novatrices en ce qu'elles portent, de manière expérimentale et négociée avec les administrations, sur des ressources toujours sous le contrôle principal de l'Etat, comme certaines ressources halieutiques. Ces conventions locales joueraient donc également un rôle de « laboratoires de la gestion locale des ressources naturelles et de l'environnement ».

Fondamentalement, en permettant à la fois d'établir un corps de règles et de faire de la planification, les conventions locales sont actuellement le moyen privilégié des communautés rurales d'établir leur droit local. L'auteur en conclut que les conventions locales ne seraient qu'une étape, un outil d'apprentissage, vers une confiance mutuelle et durable entre l'Etat et les collecti-



vités locales, en vue d'une utilisation toujours plus autonome, par ces dernières, des prérogatives qui leur ont été transférées, notamment par le biais de la réglementation locale (délibérations des Conseils), et donc d'une pleine réalisation de la décentralisation.

Cet ouvrage se veut avant tout pédagogique. S'inscrivant dans le cadre des travaux du réseau sénégalais sur les conventions locales, regroupant notamment la GTZ, l'IIED, l'Université Gaston Berger de Saint-Louis et l'UICN, cette étude est un pas supplémentaire vers une meilleure connaissance et un développement toujours plus autonome de ces outils juridiques au Sénégal et ailleurs.

**Abdoulaye Kane**

Chef de Mission de l'UICN au Sénégal

# Remerciements

L’auteur remercie ses collègues du Bureau de l’UICN au Sénégal, Amadou Matar Diouf, Aboubakry Kane, Abdoulaye Kane et Oumou Kouloum Ly, pour leur précieux commentaires et suggestions sur l’étude, ainsi que le Docteur Ibrahima Diallo de la Faculté de droit de l’Université Gaston Berger de Saint-Louis – Sénégal.

La revue scientifique et l’approbation régionale de l’étude ont été effectuées par Aimé Nianogo, Conseiller scientifique du Bureau Régional de l’UICN en Afrique de l’Ouest et Chef de mission de l’UICN au Burkina-Faso. Qu’il en soit ici remercié.

L’auteur exprime sa reconnaissance au Centre du Droit de l’Environnement de l’UICN en les personnes de son Directeur, Alejandro Iza, pour avoir accepté de publier l’étude dans la collection « Droit et Politiques de l’Environnement » de l’UICN et de Jil Self, Assistante de Programme, pour son appui dans la finalisation de l’édition.

Des remerciements tout particuliers sont adressés à Françoise Burhenne-Guilmin, Conseiller juridique au Centre du Droit de l’Environnement de l’UICN, qui n’a pas ménagé ses efforts, tant dans la lecture critique des différentes versions de l’étude que dans le suivi de l’édition et de la publication.

## **Laurent Granier**

Conseiller en droit de l’environnement, Bureau de l’UICN au Sénégal.

Point Focal pour le droit de l’environnement pour l’UICN en Afrique de l’Ouest



# Introduction

Les Conventions locales de gestion des ressources naturelles et de l'environnement (ci après « CL GRN ») sont des outils contractuels de gestion des ressources naturelles. Afin d'assurer ses deux fonctions sociales – normative et de prestation – l'administration dispose de deux sortes de techniques juridiques : la prise de décisions exécutoires (décrets, arrêtés, délibérations, etc.) et la conclusion de contrats. Certains y voient l'émergence de l'« idéologie du contrat », et il faut reconnaître que le contrat paraît particulièrement adapté aux exigences contemporaines de l'exercice du pouvoir, exigences qui supposent justification, concertation et acceptation raisonnée de la norme. Le contrat est devenu l'instrument privilégié tant de l'interventionnisme économique (contrat de plan, de programme, d'objectifs) que de la décentralisation (contrats Etat/Région, etc.).

Dans un ouvrage de référence consacré à la protection conventionnelle des espaces naturels,<sup>1</sup> Catherine Giraudel dresse le bilan, en droit français et en droit comparé, des diverses techniques de gestion des ressources naturelles et de l'environnement par contrat. La palette des contrats et de leurs parties est très variée : elle va des contrats territoriaux d'exploitation, aux chartes de territoire, en passant par les groupements d'intérêt agricole et les contrats passés avec le Conservatoire du Littoral pour la gestion publique d'espaces privés d'intérêt général. Mais une distinction fondamentale à opérer entre les systèmes français et sénégalais est que, dans la plupart des systèmes africains, ces contrats portent sur le droit d'usage des populations sur le territoire de l'Etat ou des collectivités locales, alors qu'en France ils portent la plupart du temps sur la propriété privée.

Les CL GRN peuvent être qualifiées d'« instruments modernes » de gestion des ressources naturelles, en ce sens qu'elles répondent efficacement à la complexité de l'exercice, par de multiples usagers, de leurs droits sur les ressources naturelles. Négociées au niveau local, entre l'administration et les collectivités locales, les populations et parfois les partenaires au développement et des acteurs privés, ces conventions sont arrêtées par une délibération de la (ou des) collectivité(s) locale(s) concernée(s) et contresignée(s) par le (ou les) représentant(s) de l'Etat compétent(s) qui en devient également partie, après contrôle de la légalité de l'acte. Il s'agit d'une des spécificités de ces contrats arrêtés par délibération.

Selon Diallo, « Les conventions locales sont conçues aujourd'hui comme des instruments d'impulsion du développement local et de sécurisation des acteurs ».<sup>2</sup> Il y voit trois fonctions : faciliter la mise en oeuvre des compétences transférées par l'Etat aux collectivités locales ; opérer, par la contractualisation, la coordination nécessaire des actions locales en matière de développement ; et permettre la recherche d'un dynamisme local qui nécessite des actions concertées et programmées.

Les CL GRN sont particulières en ce qu'elles permettent de mettre en place des règles locales, souvent complexes et techniques, portant sur des aspects très pratiques de la gestion des

---

<sup>1</sup> GIRAUDEL Catherine, *La Protection conventionnelle des espaces naturels. Etude de droit comparé de l'environnement*, Presses Universitaires de Limoges, 2000 (épuisé).

<sup>2</sup> DIALLO Ibrahima, « Le Cadre Juridique et Institutionnel des Conventions Locales au Sénégal ». Contribution à un séminaire, document privé.

ressources naturelles (périodes de chasse, de pêche, de coupe du bois, collecte de fruits, règlement des différends, etc.).

C'est dans le cadre de la décentralisation opérée au Sénégal en 1996 qu'ont été transférées aux collectivités locales (Communes, Communautés Rurales et Régions) de nombreuses compétences en matière de gestion des ressources naturelles qui, auparavant, étaient pour la plupart entre les mains de l'Etat.

Les CL GNR facilitent la décentralisation en permettant non seulement à l'Etat d'effectuer un contrôle *a priori* sur l'exercice par les collectivités locales des compétences qui leur sont transférées mais aussi de s'impliquer dans la gestion opérationnelle des activités prévues dans ces conventions. En ce sens, l'Etat joue le double rôle de validation d'une délibération locale, par l'exercice du contrôle de légalité, et de partie à la convention en tant que signataire de la CL GNR.

Fortement utilisé, cet outil s'est multiplié, parfois dans une certaine confusion, et pas toujours dans le respect des règles de droit. D'où la nécessité de clarifier leur statut juridique, ainsi que certains autres aspects, tel l'emploi des termes.

Si le droit Sénégalais, et notamment le Code des collectivités locales, permet la mise en place par les collectivités locales de « cadres de concertation » pour la « gestion des ressources naturelles » ou pour « l'harmonisation des politiques de GRN » et que l'administration nationale ne s'oppose pas aux CL GNR, et même participe à leur développement et à leur mise en oeuvre, les textes, en revanche, ne mentionnent pas de façon explicite les CL GNR. C'est donc par une interprétation proactive des textes que ces instruments se sont développés. Cet encadrement incomplet pose un certain nombre de problèmes, notamment quant à la sécurité offerte par ces instruments et leur pérennité, mais avant tout en cas de contrôle de légalité par le juge administratif ou de tout autre contentieux public ou privé dans lequel sera examinée l'opposabilité des ces instruments à d'autres règles, de droit pénal par exemple.<sup>3</sup> Il est des cas où le Juge refuse de reconnaître une autorité aux CL GNR, ces instruments n'étant pas, en tant que tels, identifiés dans les Codes.

L'objectif de cette étude est donc de clarifier la place occupée par les conventions locales de gestion des ressources naturelles et de l'environnement dans le paysage juridique et institutionnel Sénégalais afin de proposer des améliorations en vue d'une meilleure « cohérence » juridique.

Cette étude n'a donc pas pour but de décrire les processus, méthodes ou techniques de développement des CL GNR<sup>4</sup> mais de s'attacher spécifiquement au « produit fini », la CL GNR, dans ses rapports avec le droit. Certains aspects du développement des CL GNR seront cependant abordés d'un point de vue juridique, notamment quant à la procédure à suivre pour leur adoption.

---

<sup>3</sup> Au Mali, le Code des collectivités territoriales de 1995, qui encadre la décentralisation, reconnaît aux communes le droit de gérer leur territoire. Pourtant la gestion locale reste limitée, car aucun texte ne précise les voies et moyens de ce transfert de gestion. Selon BEURET « c'est dans ce contexte de vide juridique que les CL GNR voient le jour [...] sans être opposables aux tiers ».

<sup>4</sup> Ces études sont mentionnées dans la bibliographie.

Le but de cette étude n'est pas non plus, comme cela est souvent fait en parallèle avec la question de la « légalité » des CL GRN, de poser la question de leur « légitimité ». La légitimité d'un outil est relative, selon la perspective dans laquelle on se place. Pour l'économiste les CL GRN sont légitimes si elles génèrent des revenus,<sup>5</sup> pour l'écologue si elles permettent une régénération du milieu, pour le juriste de l'environnement si elles offrent un moyen efficace de réglementer les relations homme-environnement, pour l'administrateur et les pouvoirs publics si elles sont légales et pour l'usager si elles améliorent son quotidien. À en croire la promotion qui en est faite, tout du moins leur multiplication, la légitimité des CL GRN semble reconnue. Mais comme tout outil de gestion des ressources naturelles, seul le temps permettra d'en juger.<sup>6</sup>

Du point de vue juridique, étudier la « cohérence » revient à mettre en rapport deux objets, en l'espèce un outil juridique – les CL GRN, et un système juridique – le droit Sénégalais. L'étude de la cohérence est donc à la fois technique (qu'est ce que cet outil et quelle en est la légalité ?) et pratique (comment placer cet outil dans le cadre juridique existant, et comment en améliorer l'efficacité ?).

L'étude de la cohérence des CL GRN avec le droit Sénégalais revient donc avant tout à poser la question technique de leur légalité, c'est-à-dire de la place des CL GRN dans l'architecture juridique nationale, notamment par rapport aux lois, règlements, et décisions locales), mais aussi de leur co-existence avec ces autres instruments. Il convient pour cela de décrire cet outil juridique que sont les CL GRN et de poser la question de leur statut juridique (Chapitre I), puis de les mettre en perspective avec le droit national et de poser la question de leur légalité (Chapitre II).

## **I. Statut juridique des CL GRN : des contrats administratifs de décentralisation de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement à objets multiples**

Comme leur nom l'indique, les CL GRN sont des « conventions ». La « convention » est le terme générique permettant de qualifier ce que l'on nomme plus fréquemment un « contrat ». L'analyse des multiples sources à l'origine du développement de ces conventions (A) est particulièrement importante si on veut en décrire et en comprendre les spécificités (B).

---

<sup>5</sup> Ou plus précisément, un cadre juridique clair doit permettre de sécuriser et de rendre opérationnelles diverses interventions et transactions (droit de propriété, d'usage, d'accès, distribution des coûts et bénéfices clairement identifiée, choix et mise en œuvre d'instruments et outils économiques, etc.). Entretien avec Oumou Kouloum Ly, UICN Sénégal, juin 2005.

<sup>6</sup> L'UICN s'attache de plus en plus à mesurer l'efficacité économique des CL GRN, non seulement en termes de revenus directs pour les populations, mais aussi de quantification des services rendus par les écosystèmes ainsi gérés. Le développement d'une « clause économique » est ainsi à l'étude pour les CL GRN à venir.

## **A. Origines des CL GRN au Sénégal**

Les CL GRN n'ont pas été inventées de toute pièce par le législateur Sénégalais, ni dans un autre pays. Elles sont selon nous le fruit de la rencontre entre pratiques issues du droit traditionnel, expériences pluridisciplinaires et processus de décentralisation.

### **1. La redécouverte des ressorts du droit coutumier**

La gestion concertée des ressources naturelles au niveau local n'a rien de novateur au Sénégal. Les systèmes actuels, et notamment l'utilisation des CL GRN, procèdent de la redécouverte et de l'adaptation de méthodes de gestion anciennes,<sup>7</sup> et finalement très logiques : les ressources naturelles sont mieux gérées par leurs divers utilisateurs directs. Dans le système de droit endogène, dit aussi de « droit coutumier » les ressources naturelles étaient gérées à l'échelle du village. Comme le soulignent Ly et Niamir-Fuller « Traditionnellement en Afrique, et au Sénégal en particulier, la terre n'a jamais été une propriété individuelle (...) La terre a toujours été une propriété familiale ou communautaire, utilisée selon les règles de bonne gestion, reconnues et respectées par tous. Ainsi le Ferlo [une région du Sénégal] était jadis subdivisé en un ensemble d'unités écologiques comprenant des mares et des pâturages. Chacune de ces unités était la propriété collective (*hurum*) d'un groupe de pasteurs dont la légitimité d'accès aux ressources naturelles est reconnue par tous ».<sup>8</sup>

La colonisation a amené la fixation de droits de propriété étatiques, et la concentration de la gestion des ressources naturelles au niveau de l'Etat central. La décolonisation au Sénégal s'est opérée sur la base du contrôle exclusif de l'Etat sur les ressources naturelles. Ce n'est qu'avec le lent processus de décentralisation, qui trouve son apogée en 1996, que l'on est revenu à un système de gestion locale des ressources naturelles – où rien n'a été inventé de toutes pièces, mais plutôt réinventé, ou redécouvert. C'est un des avantages prêté aux CL GRN à l'heure actuelle : elles trouvent un accueil généralement bon de la part des populations qui y retrouveraient une forme de gestion collective et concertée ancestrale, et donc plus facilement acceptées comme une règle « naturelle ».

Avec l'avènement du droit écrit, l'outil contractuel s'est démocratisé et s'est substitué aux accords oraux. Comme le soulignent les anthropologues du droit, « l'élaboration du droit positif de l'environnement africain repose sur une représentation du droit écrit où les Etats y voient une condition de l'unité nationale et l'expression d'une formulation nécessaire au développement

---

<sup>7</sup> On peut citer à cet effet les concepts dits « modernes » de GRN, comme la « gestion transfrontalières des écosystèmes », déjà pratiquée entre peuples avant la partition de l'Afrique par le traité de Londres. De même pour la « gestion collective et/ou participative des ressources partagées », comme l'eau, à travers les accords de bassin, ou bien l'établissement de chemins de transhumance transfrontaliers. On peut aussi citer les « sanctuaires écologiques », redécouverte du système des forêts sacrées. Ces concepts, au premier plan desquels celui d'« approche par écosystème », n'ont pas attendu d'être érigés au niveau du droit international pour trouver une application en Afrique.

<sup>8</sup> LY Adama et NIAMIR-FULLER Maryam, « La propriété collective et la mobilité pastorale en tant qu'alliées de la conservation – Expériences et politiques innovatrices au Ferlo (Sénégal) », *Policy Matters* 13, November 2004.

économique ».<sup>9</sup> Cela pose le problème de la subsistance des accords oraux, ou « conventions orales ». Si ces dernières peuvent fonctionner au niveau local, comme c'est le cas pour le respect tacite des forêts sacrées, elles ne seront en revanche hélas pas forcément reconnues par le Juge en cas de litige, car le Sénégal a adopté un système de droit écrit. Il est donc recommandé de les formaliser par écrit afin de les rendre opposables.

## 2. L'influence des expériences et programmes pluridisciplinaires

À ces facteurs historiques de démocratisation du droit écrit et de l'heureuse redécouverte de modes de gestion locale, collective et négociée des ressources naturelles s'ajoute l'influence probable de programmes de recherche et d'expérimentations pluridisciplinaires (anthropologie, économie, droit, sciences, sociologie, etc.) menés dans de nombreux pays en développement depuis une quinzaine d'années. Il est frappant de voir la corrélation entre la multiplication des CL GRN et le travail d'organismes de recherche comme l'IRD, le Cirad ou de certaines organisations internationales comme l'UICN, l'IIED ou encore la GTZ au Sénégal, au Mali ou à Madagascar. Ces organismes « d'aide au développement » ont influencé le développement d'outils novateurs, souvent basés sur la concertation et la gestion communautaire des ressources naturelles. Le droit national a plus ou moins bien pris en compte, transposé, les leçons tirées. Dans le cas de Madagascar, les nombreuses expériences positives de gestion locale et concertée des ressources naturelles et de l'environnement ont très tôt poussé les pouvoirs publics à les encadrer et à les ériger en outil juridiques par une Loi spéciale de 1998, dite Loi Gélose.<sup>10</sup> Au Sénégal, les premières conventions locales ont été développées bien avant la décentralisation de 1996. Il convient de noter, enfin, que cette influence continue de s'exercer mais que l'aide au développement doit aller au-delà de l'apport financier qui est souvent le principal déclencheur, voir une condition fondamentale à la survie de tels initiatives locales. La responsabilité des organismes d'aide au développement est d'aider les collectivités à être toujours plus autonomes dans le développement et l'utilisation de tels outils (Voir notamment la conclusion à l'étude).

En développant actuellement des CL GRN touchant directement ou indirectement à des ressources sur lesquelles la compétence n'a pas encore été transférée aux collectivités locales, par exemple certaines ressources halieutiques, il est envisagé de dégager des mécanismes et d'enregistrer des résultats positifs visant à convaincre les pouvoirs publics de faire évoluer certaines réglementations. En ce sens, les CL GRN sont de véritables « laboratoires d'idées » qui continuent de nourrir une réflexion au niveau central, menant à toujours plus de responsabilités et de compétences pour les collectivités locales en matière de gestion des ressources naturelles et de l'environnement.

<sup>9</sup> BARRIERE Olivier, « Droit et gestion de l'environnement en pays Bassari (Sénégal oriental) : Réflexions sur un droit de l'environnement au Sénégal », *Revue canadienne Droit et Société / Canadian Journal of Law and Society*, Vol. 18, n° 1, pp. 73-101.

<sup>10</sup> Les contrats GELOSE doivent, au terme d'une négociation entre l'administration et la (ou les) communautés(s) demanderesse(s), assurer simultanément le transfert de la gestion des ressources renouvelables concernées sur le terroir et assurer le bénéfice exclusif de cette gestion pour la communauté signataire, ainsi que la sécurisation foncière « relative » de l'ensemble des terres du terroir concerné. Les contrats GELOSE sont signés à la fois par l'administration, la communauté rurale signataire et la commune, collectivité territoriale de base. BERTRAND Alain, « La gestion contractuelle, pluraliste et subsidiaire des ressources renouvelables à Madagascar (1994-1998). La nouvelle politique malgache de gestion communautaire locale des ressources renouvelables », *African Studies Quarterly, the Online Journal for African Studies*.



### **3. La décentralisation en matière de gestion des ressources naturelles**

Le processus de décentralisation, entamé au Sénégal en 1964, trouve une pleine concrétisation en 1996, avec le transfert de nombreuses compétences aux collectivités locales en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles. Cela a évidemment été le principal facteur de multiplication des CL GRN et de leur encadrement par le droit. Ainsi, les lois de 1996 posent un certain nombre de principes visant à l'autonomie des collectivités locales dans la gestion des ressources naturelles et de l'environnement et offrent deux types d'outils pour leur application : l'adoption, « classique », de délibérations par l'intermédiaire des organes élus (Conseils) et la mise en place d'espaces de discussion et de négociation : les cadres de concertation. L'article 40 du Décret 96-1134 du 27 décembre 1996 portant application de la loi portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles reconnaît ainsi la possibilité aux Communautés rurales et aux régions de mettre en place des cadres de concertation « pour la GRN et la protection de l'environnement » ou « pour l'harmonisation des politiques d'environnement », et en fixe la procédure d'adoption (voir Chapitre II). Ces cadres de concertation regroupant un grand nombre d'acteurs, notamment les populations, les groupements de femmes, de producteurs, etc., ils offrent une base élargie permettant l'élaboration de conventions locales adoptées d'un commun accord entre les collectivités locales et l'Etat.

Mais il faut souligner dès à présent que la multiplication des CL GRN est à la fois une conséquence et une cause des lois de décentralisation de 1996. En effet, si les lois de 1996 ont « officialisé » la gestion locale des ressources naturelles et encadré son développement, sans toutefois reconnaître formellement les CL GRN dans les textes (voir chapitre II) cela n'a pas été suivi des moyens techniques et surtout financiers nécessaires. De même, certains corps de l'Etat, voyant certaines de leurs compétences (ou « prérogatives ») historiques confiées aux collectivités locales, ont opposé une certaine résistance. Aussi est-il clair que le processus de développement de CL GRN est venu « huiler » les rapports Etat-Collectivités locales, mais qu'il a surtout permis de renforcer les moyens techniques et financiers des collectivités locales pour qu'elles puissent accomplir au mieux leur tâche.

Selon Barrière, « Si la gestion décentralisée de l'environnement s'est révélée globalement peu effective, voir absente ou malheureuse, l'idée de rapprocher les prises de décision des acteurs locaux en leur transférant des compétences est le signe d'une évolution particulièrement positive ».<sup>11</sup> En un mot, les CL GRN facilitent le processus de décentralisation en substituant à des moyens financiers étatiques insuffisants des modes intelligents de gestion au niveau de la base.

---

<sup>11</sup> BARRIERE Olivier, « Droit et gestion de l'environnement en pays Bassari (Sénégal oriental) : Réflexions sur un droit de l'environnement au Sénégal », *Revue canadienne Droit et Société / Canadian Journal of Law and Society*, Vol. 18, n° 1, pp. 73-101.

## **B. Anatomie des CL GRN**

Les CL GRN sont définies par les praticiens comme « un engagement à la fois personnel et commun des habitants de la communauté rurale entre eux (contrat social) et envers le milieu dans lequel ils vivent pour le temps présent et l'avenir » (GTZ - PAGERNA<sup>12</sup>).

Les anthropologues du droit y voient « une convention interne à la communauté rurale (...), un mode de régulation négocié, adopté et donc légitimé localement tout en se calant dans la législation en vigueur ». <sup>13</sup> Les juristes y voient un contrat administratif de gestion des ressources naturelles à objet multiple visant à améliorer le processus de décentralisation en matière de GRN et d'environnement (définition résultant de la présente étude).

À l'inverse d'un contrat de vente ou de prêt entre deux personnes privées, les CL GRN sont des contrats très complexes. Elles impliquent à la fois des parties, personnes publiques locales et centrales, des bénéficiaires aux activités variées (agriculture, pêche, collecte, etc.), des partenaires publics et privés et portent sur des objets complexes (les écosystèmes) avec une multitude de droits et d'obligations possibles.

Il convient donc d'essayer de déceler « l'unité dans la diversité » et de dégager les spécificités (ou « critères ») de ces contrats particuliers, afin d'en définir le statut.

Si l'on reprend la typologie classique du droit des contrats, il s'agit de contrats administratifs (1) présentant de multiples formes et dénominations (2) dont les parties sont des personnes publiques (3), les bénéficiaires directs les populations et le bénéficiaire indirect l'environnement (4) et dont les partenaires sont des personnes publiques et privées (5) en vue de la réalisation d'objectifs divers et complexes (6).

### **1. Les CL GRN : des contrats administratifs relevant donc du contrôle et du Juge administratifs**

L'administration peut conclure deux types de contrats : Des contrats semblables à ceux que concluent les particuliers et qui sont réglementés par le droit civil et des contrats qui, bien que reposant sur l'accord de deux volontés (ou plus), sont soumis aux règles spécifiques du droit administratif, et relèvent donc, pour leur contentieux, du juge administratif.

A partir du moment où une partie au moins est une personne publique (critère organique), il s'agit de contrats administratifs. S'agissant des CL GRN conclues entre une (ou des) collectivité(s) locale(s) et le(s) représentant(s) de l'Etat, il ne fait aucun doute que ce sont des contrats administratifs. La conséquence principale est qu'elles relèvent du Juge administratif. Nous verrons les détails du contrôle de légalité dans le chapitre II consacré à la légalité des CL GRN.

---

<sup>12</sup> KREMER Wilfried ; MBODJ Saliou, « Les conventions locales : un outil de bonne gouvernance, un moyen de réconcilier le droit coutumier avec le droit moderne », GTZ.

<sup>13</sup> Barrière, op. cité.

## **2. Les CL GRN : un outil contractuel à multiples formes et dénominations**

Dans un essai sur la typologie des CL GRN,<sup>14</sup> Gueye effectue un recensement des formes et dénominations données aux CL GRN. Selon cette étude « le recensement des appellations de cette réalité que sont les conventions locales a permis d'en distinguer près d'une vingtaine : conventions locales, codes locaux, codes de conduite, règlement intérieur de terroir, règles de gestion, protocole d'accord, accord de gestion, contrats de gestion, chartes de territoire, plan simple de gestion, mise en défens, plan d'aménagement et de gestion, plan d'aménagement et de gestion des sols, schémas pastoraux, couloirs de passage, réglementations collectives villageoises, plan d'aménagement local, cogestion des ressources naturelles, co-gouvernance des ressources naturelles ».

Il faut cependant, dans un souci de clarification de cette nébuleuse de dénominations, opérer une distinction entre ce qui relève des « concepts », des « types de contrats », des « mesures d'aménagements prévues par le contrat » et des « instruments connexes aux contrats ».

Dans la liste ci-dessus, relèvent selon nous :

- i) Des concepts : la « cogestion des ressources naturelles » et la « co-gouvernance des ressources naturelles ».
- ii) Des types de contrats : les « conventions locales », « codes locaux », « codes de conduite », « protocole d'accord », « accord de gestion », « contrats de gestion », « chartes de territoire ».
- iii) Des mesures d'aménagement prévues par les contrats : les « règlement intérieur de terroir », « règles de gestion », « plan d'aménagement et de gestion », « plan d'aménagement et de gestion des sols », « schémas pastoraux », « couloirs de passage », « réglementations collectives villageoises », « plan d'aménagement local », « plan de gestion intégrés » et « réglementations collectives villageoises ». Contrairement aux « plans et schémas » et « plans simples de gestion » identifiés ci-dessous, il s'agit d'instruments de planification détaillant les obligations imposées par les CL GRN. Ils donnent parfois, et à tort, leur dénomination aux CL GRN.
- iv) Des instruments connexes aux contrats : les « plans et schémas locaux d'action » prévus à l'article 39 du Décret 96-1134 du 27 décembre 1996 portant application de la loi portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles ou bien des « plans simples de gestion » prévus par le Code forestier. Ils sont totalement distincts des CL GRN. Il ne s'agit pas d'instruments contractuels mais d'instruments réglementaires de planification, s'appliquant uniformément à tous les citoyens sur le territoire de la Communauté rurale.

---

<sup>14</sup> Les Conventions locales au Sahel, un outil de co-gouvernance en gestion des ressources naturelles, IIED Sahel, septembre 2003.

De la même manière, le contrat doit clairement être distingué de son contenu. Cela nous conduit à opérer une seconde distinction :

- i) Entre les types de contrats : selon qu'ils soient dénommés « convention » ; « charte », « code de bonne conduite » ou « contrat de gestion », les CL GRN visent un objet différent, ne sont pas porteurs du même type d'obligations. Ils n'auront à priori pas la même force juridique, ou « obligatoire ». Aussi le choix de la dénomination est plus important qu'il n'y paraît, et il convient de sensibiliser les développeurs de CL GRN sur le choix du titre. Par exemple, les termes « charte » et « code de bonne conduite » se réfèrent plus à des accords non contraignants qu'à des engagements avec effets contraignants. Ils ont une force obligatoire moindre, s'agissant plus de recommandations ou de déclarations que d'obligations. De même, dénommer une CL GRN « plan de gestion » est une erreur car celui-ci est une composante du contrat mais n'est pas le contrat lui-même.
- ii) À l'intérieur des contrats : les CL GRN contiennent d'une manière générale trois parties distinctes :
  - a) Une partie introductive (« visas »), qui identifie le contexte et la base juridique sur laquelle est adoptée la CL GRN : textes nationaux, internationaux de référence.
  - b) Des obligations spécifiques, qu'elles soient par acteur ou par types de ressources, ou encore par type d'écosystèmes. On les nomme normalement « obligations » (parfois aussi « règlement intérieur », « règles » ou « réglementation collective », etc.).
  - c) Un « plan » ou « schéma » de gestion, pour la partie programmatique et de planification (voir par exemple la CL GRN présentée en annexe).

Vu ce qui précède, il conviendra de prêter à l'avenir plus attention à la terminologie utilisée, et notamment au développement d'une typologie des CL GRN, afin d'éviter les confusions actuelles. Ces confusions sont dues à des emprunts au vocabulaire juridique étranger, ou le fruit de dénominations proprement inventées mais dues à l'absence de définition des CL GRN dans la législation sénégalaise, laissant ainsi le champ libre à l'imagination. Cela ne facilite ni l'identité des CL GRN, ni leur cohérence avec le droit existant.

### **3. Les parties aux CL GRN : l'Etat et les collectivités locales**

Le contrat est classiquement défini comme la « loi des parties ». En l'espèce il s'agit, comme expliqué ci-dessus, de contrats administratifs, dont les parties sont des personnes publiques. Aussi il convient de distinguer les parties (ou « signataires ») d'une CL GRN des bénéficiaires, directs (personnes physiques ou morales) et indirects (l'« environnement »), d'une Convention.

Les parties au contrat sont les personnes entre lesquelles opère le jeu de droit et d'obligations. En l'espèce, dans le contexte de la décentralisation de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, il s'agit de l'Etat central (principalement à travers ses autorités déconcentrées-services techniques et représentants de l'Etat : Préfets, etc.) et des collectivités locales.

Aussi, une CL-GRN comporte au minimum deux types de signataires :

- une (ou plusieurs) collectivité(s) locale(s) : Communauté rurale, Région, et
- un (ou des) représentant(s) de l'Etat (sous-Préfet, Préfet, Gouverneur)

Les CL GRN : Des contrats administratifs particuliers

- i) Les CL GRN sont négociés par des groupes larges et variés, notamment au moyens de réunions de concertation avec les villageois et les représentants des associations et organisations communautaires de base (femmes, jeunes, producteurs) mais aussi avec les ONGs locales, les services techniques de l'Etat, etc. En revanche les signataires sont, au final, uniquement les collectivités locales et les représentants de l'Etat concernés. Cela s'explique par le fait que les CL GRN sont négociées dans le contexte des « cadres de concertation », ces espaces de dialogue prévus par le code des collectivités locales, mais arrêtées par délibération.
- ii) C'est une délibération de la (ou des) collectivité(s) locale(s) qui officialise la CL GRN. Cette délibération contenant la CL GRN fait naturellement l'objet d'un contrôle classique de la légalité par le (ou les) représentant(s) de l'Etat mais ce dernier ne se contente pas d'approuver et de valider la délibération en y apposant son visa, il devient également co-signataire de la CL GRN.

En ce sens le contrat et la délibération le portant tendent à se confondre, ainsi que le rôle de l'Etat qui est à la fois juge de la légalité et partie à la convention.

Il est possible de développer des CL GRN entre plusieurs collectivités locales de même nature, ou bien de nature différente. L'Etat devra dans ce cas également être signataire par l'application du principe du parallélisme des organes d'édiction et de contrôle. Des conventions de ce type peuvent être utiles lorsqu'une CL GRN entend régir la gestion d'un écosystème dont les frontières sont à cheval sur plusieurs collectivités locales, comme c'est le cas dans le Delta du Saloum où le « cadre de concertation de la réserve de biosphère du Delta du Saloum » mis en place par l'UICN couvre plusieurs collectivités locales. C'est sur la base de ce cadre que se développe actuellement un grand nombre de conventions locales, dont celle qui est présentée en annexe à ce rapport.<sup>15</sup> Dans le cas des eaux continentales, compétence transférée à la région, on peut imaginer une CL GRN où la Région travaille de concert avec les Communautés rurales.

La majorité des CL GRN étudiées ont été passées entre les Communautés rurales et les sous-Préfets. À cela deux explications : les Communautés rurales sont les collectivités locales ayant le plus grand champ de compétences en matière de GRN et d'environnement et seules les Communautés rurales bénéficient formellement de la capacité de mettre en place des « cadres de concertation pour la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement » (Article 40 du Décret 96-1134 du 27 décembre 1996 portant application de la loi portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales, en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles).

<sup>15</sup> Entretien avec Aboubakry Kane, UICN Sénégal.

Nous verrons que, par contre, la compétence des régions porte sur l' « harmonisation des politiques », et non sur la gestion des ressources naturelles et que la capacité de mettre en place de tels instruments pour les communes est formellement nulle.

La participation par le représentant de l'Etat au processus de développement, et non pas seulement de « validation » et en tant que partie à la CL GRN est fondamentale. C'est un gage (mais pas une garantie) d'appropriation et de reconnaissance de l'outil très en amont, et donc de validation future de la CL GRN par l'Etat. Une autre raison importante de cette participation est la nécessité d'impliquer l'ensemble des services de l'Etat (directions régionales des Parcs, des Eaux et Forêts, etc.), détenteurs de compétences répressives que n'ont pas les collectivités locales, pour le bon fonctionnement de la CL GRN.

#### **4. Les bénéficiaires des CL GRN : les populations et l'environnement**

Comme indiqué en introduction à ce paragraphe, les signataires des CL GRN sont à distinguer des bénéficiaires des CL GRN c'est-à-dire, à titre direct, les populations et, à titre indirect, les ressources naturelles et l'environnement « gérées » par celles-ci.

Les populations sont très impliquées dans le processus de réflexion et de négociation des CL GRN en amont, et peuvent donc influencer sur les règles qu'elles devront ensuite appliquer. Il est de la responsabilité des organismes d'aide au développement, des ONGs et de l'administration de s'assurer que les populations bénéficient de retombées économiques effectives, autant que de mesurer l'impact sur l'environnement.

L'environnement enfin, est le bénéficiaire indirect de ces CL GRN qui sont pensées pour répondre à sa préservation et au maintien de ses équilibres fondamentaux. Une catégorie de convention locale ne s'appelle-t-elle pas d'ailleurs « repos biologique » ?

C'est une des originalités des CL GRN : elles remettent l'homme et ses activités au centre de l'environnement et les considèrent, ensemble, comme un complexe dynamique. Quelle meilleure concrétisation de l'approche par écosystèmes au niveau local ?

#### **5. Les partenaires aux CL GRN : des personnes publiques et privées**

Des acteurs, publics et privés, peuvent intervenir dans la mise en oeuvre d'une CL GRN. Il peut s'agir, pour le secteur public, des services déconcentrés de l'Etat, comme la direction des parcs nationaux, la direction des eaux et forêts, etc. Ces derniers sont, soit directement concernés par la CL GRN, par exemple si celle-ci couvre une forêt classée, domaine de l'Etat, ou bien indirectement, en raison de leurs compétences techniques, ou bien à la capacité de contrôle et de répression de ces organes. Selon la zone d'intervention de la CL GRN, les services de l'Etat seront donc sollicités, en tant que partenaires et acteurs directs, en vue de la bonne mise en oeuvre des règles et mécanismes de la CL GRN.

Pour les mêmes raisons, à côté des services de l'Etat, les entreprises et organismes de services publics de l'Etat peuvent aussi être amenés à jouer un rôle dans la mise en oeuvre des CL GRN.

C'est le cas par exemple de la SAED (Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal et les Vallées du Fleuve Sénégal et de la Falème) qui a des prérogatives en matière d'hydraulique et d'agriculture dans la Région de Saint-Louis.

L'article 17 du Code des collectivités locales précise, par ailleurs, que « Dans les conditions prévues par le présent code, les collectivités locales peuvent dans le cadre de leurs compétences propres, entreprendre des actions de coopération qui donnent lieu à des conventions avec des collectivités locales de pays étrangers ou des organismes internationaux publics ou privés de développement. »

Au titre des partenaires privés, des ONG locales, ou organisations internationales comme l'UICN, l'IIED et la GTZ, ou encore des organismes locaux de développement, contribuent régulièrement à la mise en œuvre des CL GRN. Comme décrit plus haut, ces organisations peuvent être à l'origine de la création de la CL GRN. Ils peuvent donc apporter non seulement un soutien politique et technique a priori dans la mise sur pied de la CL GRN mais aussi, a posteriori, un apport de compétences techniques et financières pour le bon fonctionnement de la CL GRN.

Les entreprises privées peuvent également contribuer à la mise en œuvre de la CL GRN, par exemple en apportant une compétence technique nécessaire (Ex : entreprise de forage, opérateur touristique, exploitant forestier, etc.).

## **6. Objets, objectifs et champ d'application des CL GRN**

Tout contrat a un objet. S'agissant des CL GRN, cet objet est généralement l'utilisation durable des ressources naturelles et de l'environnement.

Au-delà de la question de l'objet du contrat se pose la question plus opérationnelle des objectifs visés. A l'inverse d'un contrat de dépollution par exemple, dont l'objectif est simple, les CL GRN ont généralement un objectif complexe, à savoir concilier les intérêts humains et les intérêts environnementaux, c'est-à-dire produire les ressources nécessaires à la subsistance des populations et au développement, tout en assurant la pérennité des ressources naturelles et de l'environnement par une utilisation durable. Les CL GRN sont donc des contrats à objectifs multiples.

Il se pose alors une question d'échelle. En droit, on parlera de « champ d'application » de la CL GRN. Une CL GRN peut tout aussi bien viser une ressource particulière (par exemple une certaine espèce de mollusque), deux ressources indépendantes (un mollusque et un poisson) ou bien interdépendantes (comme un mollusque et son prédateur), un lieu particulier (par exemple une mare), un écosystème (par exemple la mangrove), ou encore une multitude d'écosystèmes (par exemple la mangrove et l'estuaire d'un fleuve), voire une écorégion (par exemple le delta d'un fleuve, comme c'est le cas dans le delta du Saloum).

Les CL GRN se caractérisent par leur capacité à traiter des objectifs spécifiques tant complexes que divers. C'est en cela qu'elles se distinguent des mesures réglementaires, qui s'appliquent de manière uniforme et statique sur une ressource ou sur une personne. A l'inverse, par exemple, de la mise en défens d'une zone, c'est-à-dire l'interdiction pure et simple d'y exercer

quelque activité, la mise en place de repos biologiques par exemple pose des règles de bonne gestion par les populations, règles au préalable négociées.

En principe il n'y a pas de limites aux objectifs et au champ d'application d'une CL GRN, sauf celles posées par le droit ou la technique. C'est ce que nous allons aborder dans une seconde partie consacrée à la légalité des CL GRN.

## **II. Légalité des CL GRN**

La légalité des CL GRN recouvre, d'une part, la reconnaissance des CL GRN par le droit national (A) et, d'autre part, la conformité des procédures d'adoption et de fonctionnement de ces instruments à ce droit (B).

### **A. Sur la reconnaissance des CL GRN en droit sénégalais**

Les textes encadrant les CL GRN relèvent du code des collectivités locales, plus précisément de la Loi n° 96-07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales et du Décret d'application n° 96-1134 du 27 décembre 1996 portant application de la loi portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales, en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles.

Certains principes et règles environnementales (au sens large : Code de l'environnement, Code de l'eau, Code des forêts, Code de la chasse et de la faune) renforcent la légalité des CL GRN.

Force est de reconnaître que les CL GRN sont légales parce qu'elles ne sont pas incompatibles avec la législation nationale qui offre un encadrement juridique qui en permet le développement (1). Quelques incohérences ou imprécisions législatives demeurent cependant (2).

#### **1. La compatibilité des CL GRN avec la législation nationale**

Les CL GRN sont conformes à l'esprit des règles encadrant le fonctionnement des collectivités locales (a) dont les conditions de mise en place sont encadrées par le Code des collectivités locales (b).

- a. **Les CL GRN, outils conformes à l'esprit des règles encadrant le fonctionnement des collectivités locales en matière d'environnement**

*« Les collectivités locales s'administrent librement sur leur domaine de compétence ».*

C'est une garantie constitutionnelle (article 102). Selon les dispositions générales du code des collectivités locales, les collectivités locales sont « dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière », elles « s'administrent librement par des conseils élus au suffrage universel » (Art 1) et « La détermination des compétences des collectivités locales relève de la Loi.



Tout transfert de compétence à une collectivité doit être accompagné du transfert concomitant par l'Etat à celles-ci, des ressources et moyens nécessaires à l'exercice normal de cette compétence » (article 5).

*« Les collectivités locales collaborent librement entre elles, avec les services déconcentrés de l'Etat et avec des organismes internationaux de développement ».*

Le droit sénégalais offre aux collectivités locales une palette complète de collaborations possibles. Selon l'article 9, « Pour accomplir leurs missions, les collectivités locales disposent de services propres et s'appuient sur les services déconcentrés de l'Etat ». L'article 15 précise que « les collectivités locales peuvent individuellement ou collectivement entreprendre avec l'Etat la réalisation de programmes d'intérêt commun ».

Chaque collectivité locale peut créer une entente avec une autre, de la même nature, ou bien de nature différente. Au terme de l'article 74 du code des collectivités locales « Des groupements mixtes peuvent être constitués par accord entre les régions et l'Etat, ou avec des établissements publics à caractère administratif, ou avec des communes ou des communautés rurales, en vue d'une œuvre ou d'un service présentant une utilité pour chacune des parties ».

Les régions peuvent créer des ententes entre elles sur des objets d'intérêt régional (Art. 71), de même pour les communes (Art. 179) et les communautés rurales (Art. 239).

L'article 17 précise aussi que : « Dans les conditions prévues par le présent code, les collectivités locales peuvent dans le cadre de leurs compétences propres, entreprendre des actions de coopération qui donnent lieu à des conventions avec des collectivités locales de pays étrangers ou des organismes internationaux publics ou privés de développement.

*« Les collectivités locales gèrent les ressources naturelles et l'environnement d'une manière intégrée, participative et selon les caractéristiques éco-géographiques de chaque zone ».*

Selon l'article 3 du décret n° 96-1134 du 27 décembre 1996 portant application de la loi portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales, en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles, les collectivités locales « suscitent la participation de tous les acteurs dans le strict respect des principes, des orientations politiques, des options techniques et de la réglementation en vigueur » (...), elles « développent une approche intégrée et participative, favorisant l'interdisciplinarité, et exercent leurs compétences sur la base de plans et schémas. L'intervention des collectivités locales dans le domaine de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles est basée sur les caractéristiques spécifiques à chaque zone éco-géographique ».

L'article 9 précise : « Les collectivités locales prennent toutes les mesures appropriées pour le développement des ressources naturelles notamment (...) la conservation de l'habitat sauvage, la protection des espèces animales et végétales menacées »

Enfin, dans son chapitre II consacré aux « principes fondamentaux », le Code de l'environnement prévoit article 4, que « tout projet de développement mis en place dans le pays doit tenir compte des impératifs de protection et de mise en valeur de l'environnement. Il doit également tenir compte des principes ci-après : (...) La coopération entre l'Etat, les collectivités locales, les associations, les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, les citoyens ».

L'esprit qui a animé le législateur est sans équivoque, notamment quand à l'appui des divers moyens (réglementation, contrats, etc.) permettant l'autonomisation des collectivités locales en matière de gestion des ressources naturelles et de l'environnement, mais aussi dans la reconnaissance de la nécessité d'avoir des processus participatifs et pluridisciplinaires au niveau local, y compris contractuels. L'approche par écosystèmes est également reconnue à travers le concept de « zone éco-géographique » et la « participation de tous les acteurs ».

**b. Les CL GRN, instruments contractuels de mise en œuvre des orientations des cadres de concertation**

Si, comme vu ci-dessus, des « accords » ou des « collaborations » peuvent être établis par les collectivités locales d'une manière générale, les CL-GRN, arrêtées par une délibération du Conseil et validées par l'Etat, qui est aussi partie, sur la base des cadres de concertation prévus par la loi sont cependant de nature différente selon qu'elles sont passées par les Communautés rurales, les Régions ou les Communes. Il est important d'opérer une distinction entre les CL GRN pour la « gestion », pour la « planification » et pour l'« harmonisation » des politiques de GRN et d'environnement.

**i. Des CL GRN pour la « gestion » des ressources naturelles mises en place par les Communautés rurales**

**Extrait du Décret n° 96-1134 du 27 décembre 1996 portant application de la loi portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales, en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles.**

Article 39 – La communauté rurale a compétence pour élaborer, dans le respect des options de la région, les plans et schémas locaux d'action pour l'environnement et la gestion des ressources naturelles.

Article 40 – La communauté rurale peut mettre en place un cadre de concertation sur la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement. L'organisation, la composition et le mode de fonctionnement de ce cadre de concertation sont définis par une délibération du conseil rural.

Une analyse méticuleuse des articles 39 et 40 du Décret n° 96-1134, combinée aux dispositions soulignées ci-dessus, nous permet de penser que les CL GRN sont légales en tant que contrats de mise en œuvre des orientations définies dans les cadres de concertation, distincts des instruments de planification. Comme déjà souligné plus haut, les CL GRN sont adoptées sur la base des cadres de concertation mis en place par les communautés rurales pour la bonne gestion de l'environnement. L'instrument contractuel qu'est la CL GRN vient préciser le rôle et les fonctions de chaque acteur, des règles de gestion par ressources (périodes de collecte, quantités, etc.) ainsi que des mesures d'aménagement, tels que des systèmes de règlement des différends. En tant qu'instrument (ou « sous-instrument ») du cadre de concertation, l'adoption de la CL GRN suit la même procédure que celle établie pour la mise en place de ces cadres : élaboration par les acteurs du cadre au niveau de la collectivité locale et validation par le représentant de l'Etat par le truchement du contrôle de la légalité des actes administratifs. A la différence déjà notée que le représentant de l'Etat signe également la CL GRN et en devient donc aussi partie.

Il est à noter que, dans certains cas, la mise en place d'un cadre de concertation peut ne servir qu'à l'élaboration d'une convention locale. Aussi on peut imaginer que l'élaboration d'une convention locale soit la cause de la mise en place d'un cadre de concertation alors inexistant. Ce cadre pourrait d'ailleurs ne plus jamais servir à la communauté rurale une fois la CL GRN adoptée.

Autre argument à l'appui de l'affirmation de la légalité des CL GRN, contrairement aux « cadres de concertation » prévus pour les régions, traitées en même temps que la « planification », les cadres de concertation créés par les communautés rurales pour la GRN sont traités dans un article distinct (Art. 40) de celui relatif aux instruments de planification environnementale (Art. 39). Bien que traitées sous un chapitre intitulé « de la planification environnementale », ce sont deux instruments envisagés de manière distincte.

La « concertation » qui caractérise les cadres est un concept dynamique qui se rapproche de la « négociation » d'un contrat. Ces cadres de concertation sont des espaces de discussion, de dialogue et de négociation qui permettent l'établissement de règles acceptées d'un commun accord. C'est par le truchement, soit du contrat (CL GRN), soit d'une délibération pure et simple, que sont formalisées et précisées des règles de gestion.

Les choses sont différentes lorsqu'il s'agit de la capacité des régions de conclure des CL GRN.

**ii. Des CL GRN pour la « planification » et « l'harmonisation » des politiques de GRN et d'environnement mises en place par les régions ?**

Capacité est donnée aux régions de mettre en place un « cadres de concertation » chargé de la « planification » et de l'« harmonisation » des « politiques » de « gestion des ressources naturelles et de l'environnement » dans « les limites du périmètre régional » (article 14 du décret 96-1134).

Les « cadres de concertation » sembleraient donc être à géométrie variable, tantôt cadres d'« harmonisation » des « politiques » pour les régions et cadres de « gestion » directe des « ressources naturelles et de l'environnement » pour les communautés rurales.

En réalité, nous n'avons pas connaissance de CL GRN adoptées à l'échelle d'une région. Cela est probablement dû à deux causes : le faible nombre de compétences environnementales des régions en matière de gestion, cette dernière étant majoritairement la collectivité responsable de la planification, mais également l'échelle d'intervention de la région, probablement beaucoup trop large pour fixer les droits et obligations individuels. Cela n'est cependant pas à exclure, car la région bénéficie également de quelques compétences propres sur lesquelles les populations seraient bien à même d'intervenir, notamment la gestion des eaux intérieures (en dehors des fleuves d'importance internationale).

En revanche nous avons constaté que les régions se dotent de cadres de concertation pour l'harmonisation des politiques d'environnement comme c'est le cas, avec l'appui de l'UICN, dans la région de Saint-Louis. Ces cadres ont vocation à être des espaces de dialogue, de discussion et de règlement des conflits de compétence entre les acteurs impliqués dans ces politiques au niveau des Régions (collectivités locales, administration, secteur privé, société civile, etc.).

### iii. Et les Communes alors ?

Selon les textes, les « cadres de concertation » permettant la mise en place des CL GRN trouvent une application pour les régions et pour les communautés rurales, mais pas pour les communes, pourtant gestionnaires de pans importants de l'environnement – les déchets par exemple. Il y a tout lieu de penser que les communes couvrent des domaines environnementaux dans lesquels des conventions pourraient être conclues pour plus d'efficacité. S'agit-il d'un oubli malheureux du législateur ? Seule la pratique et l'expérience permettront de voir si, à la lumière des résultats obtenus par les communautés rurales dans la gestion contractuelle des ressources naturelles, elles pourraient bénéficier de la capacité de conclure des CL GRN quant à leur domaine de compétence.

## **2. Les CL GRN ni formellement reconnues, ni encadrées par la législation nationale**

Le premier problème réside en ce que le terme « conventions locales de gestion des ressources naturelles », ou bien tout terme équivalent qualifiant explicitement ces instruments, n'apparaît pas dans le code des collectivités locales. Ce dernier parle simplement de « cadres de concertation » créés par les collectivités locales et validés par l'Etat. Même si la pratique a achevé d'institutionnaliser les CL GRN (ou « chartes », etc. voir chapitre I) le Juge, lui, peut l'entendre d'une manière différente en cas de litige. Aussi, il peut se saisir de cette ambiguïté et faire pencher la balance vers une non reconnaissance des CL GRN. Cela est vrai pour le Juge civil et pénal, plus familier avec les codes de droit privé, mais également pour le juge administratif en cas de contrôle de la légalité d'une CL GRN. Il y a donc ici un vide juridique à combler afin que le droit Sénégalais reconnaisse officiellement ces instruments dont tout le monde (Collectivités locales, Etat central et déconcentré, etc.) a permis le développement et la multiplication ces quinze dernières années. Il serait également légitime de consacrer juridiquement le succès des CL GRN, voire d'en encadrer spécifiquement le développement. Cela permettrait d'en sécuriser le développement et la mise en œuvre, mais également d'éviter les approximations et dérives sémantiques constatées. De même, il est important de clarifier le rôle du représentant de l'Etat, à la fois juge du contrôle de la légalité et formellement partie aux CL GRN.

A ce problème s'ajoute un problème général de clarté et de chevauchement des dispositions des Codes qui contient un certain nombre d'ambiguïtés, voir de contradictions. Nous avons par exemple souligné plus haut le vide juridique dans le Code des collectivités locales qui semble empêcher les communes d'utiliser ces instruments. De même l'article 3 du Décret n° 96-1134 énonce que les collectivités locales « exercent leurs compétences sur la base de plans et schémas », alors que quelques lignes plus loin il est précisé que les collectivités locales « prennent toutes les mesures appropriées pour le développement des ressources naturelles notamment (...) la conservation de l'habitat sauvage, la protection des espèces animales et végétales menacées ».

Le législateur a fait preuve d'une certaine prudence lorsqu'il a confié les clefs de l'autonomie aux collectivités locales, et cela se fait sentir dans les textes, d'où le besoin pour le droit de prendre en compte l'évolution des pratiques nées de son application et de son interprétation. La qualification explicite des CL GRN dans le Code des collectivités locales serait un minimum souhaitable pour plus de sécurité juridique.

## **B. Les procédures d'adoption et de fonctionnement des CL GRN**

Afin d'être adoptées et de fonctionner « en toute légalité », les CL GRN doivent suivre les conditions de forme et de procédure exigées par la législation nationale sénégalaise (1). En outre, les CL GRN doivent respecter un certain nombre de conditions de fond et en premier lieu avoir pour objet la gestion de ressources naturelles et de secteurs de l'environnement expressément transférés à la collectivité locale qui contracte. Cet aspect est contrôlé par le représentant de l'Etat, et éventuellement par le Juge administratif, qui effectue le contrôle de légalité (2).

### **1. Conditions de forme et de procédure**

L'article 40 du décret 96-1134 pose : « L'organisation, la composition et le mode de fonctionnement de ce cadre de concertation sont définis par une délibération du conseil rural ». Au titre des règles générales du droit public Sénégalais et du chapitre VI du Code de collectivités locales, le sous-préfet effectue le contrôle de légalité. Il a un mois après réception de la délibération du Conseil rural pour confirmer ou infirmer celle-ci. En cas de silence de sa part, la délibération est considérée comme adoptée : elle devient alors exécutoire. En cas de rejet, la délibération peut être modifiée par une nouvelle délibération alors soumise à nouveau au sous-préfet. En cas de désaccord sur la décision du représentant de l'Etat, la délibération peut faire l'objet d'un contrôle par le juge administratif statuant sur le contrôle de légalité effectué.

Concernant la forme, il s'agit des règles de forme de la CL GRN proprement dite : (Signatures par le président du conseil rural et par le sous-préfet, respect des mentions obligatoires, etc.) et de procédure (délibération par le quorum des membres du Conseil rural, respect des délais de transmission de la délibération, etc.).

### **2. Conditions de fond : le strict respect des domaines de compétences transférés par le contrôle de légalité des CL GRN**

Selon l'article 12 du Code des collectivités locales, « les actes des collectivités locales font l'objet d'un contrôle de légalité exercé par les représentants de l'Etat. Le Conseil d'Etat est juge du contentieux né de l'exercice du contrôle ».

L'article 212 pose : « Les décisions du président et les délibérations du Conseil sont transmises au représentant de l'Etat dans les conditions prévues au Titre VI du présent code ». Selon l'article 337 du code des collectivités locales « le représentant de l'Etat défère au Conseil d'Etat les actes mentionnés aux articles 334 et 335 du présent code (les délibérations des conseils en font partie) lorsqu'il estime entaché d'illégalité, dans les deux mois suivant leur transmission »

Concernant le contrôle au fond, il s'agit pour le représentant de l'Etat de s'assurer que la CL GRN porte bien sur un domaine de compétence effectivement transféré à la collectivité locale signataire.

Les travaux de l'anthropologue du droit Olivier Barrière sont novateurs en ce qu'il a rédigé un canevas de CL GRN (Projet de CL d'environnement de la Communauté rurale de Salamata)

formant aujourd'hui la base juridique de la majorité des CL GRN développées au Sénégal. Il identifie à cette occasion l'ensemble des compétences transférées aux communautés rurales en matière d'environnement et de GRN. Il s'agit d'une compilation des dispositions légales des codes de l'environnement, du code des collectivités locales et d'autres textes.

Selon lui, « Dans le cadre législatif du transfert de compétences en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles, la communauté rurale est compétente pour délibérer notamment sur les matières suivantes (art. 195 de la loi n°96-06 du 22 mars 1996 & art. 30 de la loi n°96-07 du 22 mars 1996) :

- les modalités d'exercice de tout droit d'usage ;
- l'affectation et la désaffectation des terres du domaine national ;
- la protection de la faune et de la flore ;
- la gestion de sites naturels d'intérêt local ;
- la création de bois et d'aires protégées (dans les zones et sites naturels présentant un intérêt socio-écologique rural, art. 44 & 48 D96-1134, création et gestion de réserves protégées, art. 50 D96-1134) ;
- la lutte contre les incendies et la pratique des feux de culture, la constitution et le fonctionnement des comités de vigilance contre les feux de brousse (art. 43 D96-1134) ;
- les servitudes de passage et la vaine pâture (art. 17 du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 et art. 17 du décret n° 72-1288 du 27 octobre 1972) ;
- le régime et les modalités d'accès et d'utilisation des points d'eau de toute nature (notamment aux troupeaux appartenant à des ressortissants d'autres communautés rurales, art. 16 du décret n° 72-1288 du 27 octobre 1972) ;
- les conditions de transit et de passage des troupeaux appartenant à des ressortissants d'autres communautés rurales (art. 16 du décret n° 72-1288 du 27 octobre 1972) ;
- la création, la délimitation et la matérialisation de chemins de bétail ;
- l'organisation de l'exploitation de tous produits végétaux de cueillette et des coupes de bois (autorisation préalable de toute coupe, art. 46 D96-1134) ;
- la gestion des forêts sur la base d'un plan d'aménagement ;
- l'élaboration et la mise en œuvre du plan local d'action pour l'environnement ;
- l'avis d'autorisation de défrichement ;
- l'avis d'autorisation d'amodiation des zones de chasse ; ».

Si la CL GRN va au-delà de ces champs de compétence elle pourra être déclarée illégale par le représentant de l'Etat, et éventuellement par le Juge administratif (Conseil d'Etat) en cas de recours.

## **Conclusion**

Les conventions locales se sont imposées comme un instruments extrêmement utiles et efficaces mais dont l'encadrement juridique doit être amélioré. Elles ne sont cependant pas une fin en soi. L'utilisation du processus contractuel relève selon nous d'un double apprentissage :

- entre l'Etat central et les collectivités locales qui valident, par l'intermédiaire d'un contrat, l'usage et le partage de leurs compétences respectives. Mais les collectivités locales pourraient très bien se saisir de leurs compétences propres et adopter des

délibérations, l'Etat central effectuant éventuellement un contrôle de légalité a posteriori. En effet, les collectivités locales peuvent fixer les détails d'une gestion technique de l'environnement par la prise de délibérations précises en matière d'eau, de déchets, etc. Cela n'empêcherait également pas les populations d'intervenir en amont, par le truchement de discussions dans les cadres de concertation et, en aval, en tant qu'administrés appliquant ou contestant les délibérations, par les voix gracieuses ou judiciaires.<sup>16</sup> Ces règles ont l'avantage de s'appliquer uniformément et sans limite de temps, et elles ne présenteraient aucune espèce de doute devant un Juge.

- entre l'Etat (central et collectivités locales) et les populations. Ces dernières n'étaient en effet apparemment pas prêtes à appliquer la législation nationale au niveau local. Aussi, ces formes locales d'engagements négociés fournies par le CL GRN se trouvent bien adaptées aux réflexes coutumiers des populations et facilitent donc l'acceptation de la règle de droit.

Les conventions locales facilitent donc le processus délicat du transfert de compétences de l'Etat central vers les collectivités territoriales. Par ce contrat, dans lequel l'Etat central est toujours partie prenante, ce dernier garde donc un droit de regard et effectue un contrôle sur le bon usage, par les collectivités locales, de leurs compétences nouvellement transférées.

En ce sens, on peut considérer les conventions locales comme un instrument permettant d'établir la confiance nécessaire entre les populations et les autorités nationales, centrales et décentralisées en vue de pleinement réussir la décentralisation de la GRN.

Les CL GRN permettent donc avant tout de créer du droit au niveau local, en harmonie avec le droit national, ce qui est un immense défi sociopolitique. Mais l'outil contractuel n'aura plus raison d'être lorsque le processus de formulation du droit local sera entré dans les moeurs. Selon nous, les collectivités locales doivent maintenant se saisir de leur capacité à prendre des délibérations en Conseil et à faire de la planification sans forcément recourir au contrat, à condition qu'elles en aient les moyens financiers !

La négociation entre collectivités locales et populations doit elle, en revanche, être maintenue en tant que méthodologie, car elle est la clef de cette jonction entre création et acceptation de la norme. Les cadres de concertation sont à cet effet des outils originaux à conserver et à encourager. De plus, afin de pleinement réussir la décentralisation, c'est-à-dire de l'amener à être acceptée par tous, de nouvelles formes de participation locale doivent être mises en place afin que les citoyens puissent s'identifier aux règles et aux instruments de réglementation et de planification établis par les autorités locales, sans forcément avoir à recourir à la procédure contractuelle qui ne voit souvent pas le jour sans un appui financier de l'extérieur.

---

16 Voir à ce propos le « Guide de l'accès à la justice et du contentieux de l'environnement au Sénégal » développé par la mission de l'UICN au Sénégal (à paraître).

## Sélection Bibliographique

- BARRIERE Olivier, « Droit et gestion de l'environnement en pays Bassari (Sénégal oriental) : Réflexions sur un droit de l'environnement au Sénégal ». *Revue canadienne Droit et Société / Canadian Journal of Law and Society*, Vol. 18, n° 1, pp. 73–101.
- BARRIERE Olivier, « L'expérience africaine de la gestion des terres et des ressources naturelles ». Cours inter-facultaires sur le thème « Droit, gouvernance et développement durable », 24/11/2004. Université Saint-Louis (Bruxelles), Fondation Charles Léopold Mayer, Fondation pour les générations futures.
- BERNARD Alain, « La gestion contractuelle, pluraliste et subsidiaire des ressources renouvelables à Madagascar (1994–1998). La nouvelle politique malgache de gestion communautaire locale des ressources renouvelables ». *African Studies Quarterly, the Online Journal for African Studies*.
- Convention locale (Code de conduite) pour la gestion durable des ressources naturelles de la communauté rurale de Mbar, PAGERNA.
- DIALLO Ibrahima, Le Cadre Juridique et Institutionnel des Conventions Locales au Sénégal.
- GIRAUDEL Catherine, *La Protection conventionnelle des espaces naturels. Etude de droit comparé de l'environnement*. Presses Universitaires de Limoges, 2000 (épuisé).
- GTZ, L'appui à la décentralisation – le plan local de développement (au Sénégal). *Rapport de projet*, novembre 1999.
- GTZ, Les conventions locales : un outil de bonne gouvernance, un moyen de réconcilier le droit coutumier avec le droit moderne. Kremer, Wilfried, Mbodj, Saliou.
- GUEYE Babacar, « Les transformations de l'Etat en Afrique : L'exemple du Sénégal ». *Revue « Droit écrit » – Droit sénégalais* n° 2 – juin 2003.
- IIED Sahel, Les Conventions locales au Sahel, un outil de co-gouvernance en gestion des ressources naturelles.
- LE ROY Etienne, De la propriété aux maîtrises foncières. Contribution d'une anthropologie du droit à la définition de normes d'appropriation de la nature dans un contexte de biodiversité, donc de prise en compte du pluralisme et de la complexité. Contribution à *Biodiversité et appropriation, les droits de propriété en question*, Paris, 20–21 juin 2000.
- LY Adama et NIAMIR-FULLER Maryam, « La propriété collective et la mobilité pastorale en tant qu'alliées de la conservation – Expériences et politiques innovatrices au Ferlo » (Sénégal). *Policy Matters* 13, November 2004.
- UICN, Elaboration et mise en œuvre d'un plan de gestion intégrée. La réserve de biosphère du delta du Saloum, Sénégal. UICN Sénégal, 2004.





## **Annexe : Convention locale pour une gestion durable des ressources de la forêt de Djiffa**

**RESERVE DE BIOSPHERE DU DELTA DU SALOUM (R.B.D.S.)**

**CADRE DE CONCERTATION DES COMMUNAUTES DE LA R.B.D.S.**

### **CONVENTION LOCALE POUR UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES DE LA FORET DE DJIFFA**

**Villages bénéficiaires :** Péthie, Sadioga, Keur Farba et Ndiomdy

- Le président du conseil rural de Djilor  
Djilor le .....
  
  
  
  
  
  
  
  
  
  
- Le Sous Préfet de Djilor  
Vu et approuvé le .....
  
  
  
  
  
  
  
  
  
  
- Visa du Chef de service départemental des eaux et forêts de Djilor  
Vu et approuvé le .....

## **SOMMAIRE**

- I. Circonstances et motivations
- II. Dispositions générales
- III. Objectifs de la convention
- IV. Conformité de la convention
- V. Modalités de la mise en œuvre de la convention
- VI. Domaines /ressources régis (ies) par la convention
- VII. Mobilisation des moyens pour la mise en œuvre de la convention et du schéma d'aménagement
- VIII. Dispositions diverses

### **I. Circonstances et motivations**

La forêt de Djiffa est localisée dans la communauté rurale de Djilor, elle-même située dans la zone de transition fortement humanisée de la Réserve de Biosphère du Delta du Saloum (RBDS). Cette forêt, à l'image de toutes celles qui sont dans cette zone est fortement dégradée à cause d'une action combinée de facteurs anthropiques et naturelles. Avec l'avènement de la loi sur le domaine national et la décentralisation de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement au niveau des collectivités locales, les formes traditionnelles d'appropriation ont disparu entraînant une « absence » d'autorité sur de nombreuses ressources exploitées par les communautés pour la satisfaction de leurs besoins domestiques. Ce facteur plus l'accélération des changements climatiques et les forts taux de croissance démographiques ont fini par créer les conditions d'une dégradation poussée des ressources naturelles en général et forestières en particulier mettant en danger, à la fois l'environnement mais aussi la satisfaction des besoins des populations. Conscient de tout cela, l'UICN tente depuis 1997 d'appuyer l'Etat du Sénégal et les populations à trouver des solutions techniques, institutionnelles, organisationnelles, juridiques et réglementaires pour concilier la participation populaire, la gestion de l'environnement et l'exploitation durable des ressources naturelles. Cette initiative consistant à doter les forêts communautaires d'une convention locale et d'un schéma d'aménagement et de gestion élaborés de façon participative est conforme aux lois de décentralisation, au code des collectivités locales et aux loi et règlements sur l'environnement et la gestion des ressources naturelles.

### **II. Dispositions générales**

Cette convention locale et le schéma d'aménagement et de gestion qui l'accompagne sont le résultat d'un souhait exprimé par les populations riverains de la forêt de Djiffa. En effet c'est à la suite d'une demande des chefs de villages riverains de la forêt que l'UICN a apporté son appui pour d'une part l'organisation des concertations villageoises et inter villageoises (plus de 20 réunions), la validation de la convention locale et du schéma d'aménagement et de gestion élaborée de façon participative mais aussi la constitution du dossier soumis au conseil rural pour délibération en faveur de la gestion communautaire proposée par les populations de ces quatre (4) villages.

Les concertations organisées ont permis de faire le diagnostic historique de la forêt, son état de conservation actuel, les ressources existantes et les modes et intensités d'exploitation. Elles ont aussi permis de recueillir la perception des populations, leurs propositions stratégiques, techni-

ques, institutionnelles et organisationnelles ainsi que leur engagement pour la réalisation de l'initiative. Elles ont été l'occasion dès le départ d'impliquer les services techniques locaux aux différentes phases du processus en vue des éclairages nécessaires pour le choix de décisions pertinentes et conformes aux textes législatifs et réglementaires en vigueur sur la décentralisation, l'environnement et la gestion des ressources naturelles.

### III. Objectifs de la convention

L'objectif principal de cette convention est de contribuer à la gestion et à l'exploitation durable des ressources naturelles de la forêt de Djiffa tout en améliorant la diversité biologique et la productivité.

Les objectifs spécifiques se déclinent en quatre (4) axes :

- 1) Impulser un ensemble de comportements vis-à-vis des ressources favorables aux bonnes pratiques en matière d'exploitation et de conservation tout en éliminant les conflits liés à l'exploitation des ressources.
- 2) Améliorer la biodiversité des différentes composantes de la forêt par la conservation, la restauration et l'organisation des populations.
- 3) Améliorer la satisfaction des besoins des différents acteurs par une augmentation des productions et la productivité mais aussi par une diversification des activités.
- 4) Accompagner le processus par un système de recherche participative et de suivi léger mais en mesure d'améliorer les connaissances nécessaires pour freiner la dégradation des ressources et permettre un meilleur choix des aménagements physiques.

### IV. Conformité de la convention

#### 4.1 Avec le droit international

Vu les Conventions internationales signées et ratifiées par le Sénégal, notamment la Convention sur la diversité biologique, La Convention cadre sur les changements climatiques, le Protocole de Kyoto, la Convention sur la lutte contre la désertification, la Convention internationale sur la sauvegarde des zones humides (Ramsar), la Convention sur les espèces migratrices et la CITES ;

Vu également le Traité de la FAO sur les ressources phytogénétiques utiles à l'alimentation et à l'agriculture ;

Vu les principes contenus dans la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, la Déclaration et le plan de travail du Sommet de la terre de Johannesburg et l'Agenda 21 ;

Vu les objectifs de développement pour le Millénaire, notamment l'objectif 7 sur la durabilité environnementale ;

Vu la Plan d'action environnement du NEPAD ;

Relevant plus particulièrement :

- que l'expansion des besoins de l'homme et de ses activités économiques exerce des pressions toujours croissantes sur les terres, et engendre une concurrence et des conflits qui aboutissent à une utilisation infra-optimale du sol et des terres ;

- que pour pouvoir satisfaire ces besoins à l'avenir de manière durable, il faut dès maintenant éliminer ces conflits et progresser vers une exploitation plus efficace et plus rationnelle de la terre et de ses ressources naturelles ;
- que l'objectif général est de faciliter l'affectation des terres à des utilisations offrant les plus grands avantages durables et le passage à une gestion intégrée et durable des terres ;
- que se faisant, il convient de tenir compte des questions écologiques, sociales et économiques ;
- qu'il faudrait également tenir compte, entre autres, des zones protégées, des droits des populations et collectivités autochtones et autres collectivités locales (Agenda 21, chapitre 10 relative à la conception intégrée de la planification et de la gestion des terres).

## **4.2. Avec le droit interne**

### **4.2.1. Au plan national**

Vu la Constitution de la République du Sénégal et notamment l'article 102 selon lequel « Les collectivités locales s'administrent librement sur leur domaine de compétence »

.....

Vu le Code des Obligations Civiles et Commerciales, dans ses articles 96 & 97 ;

Vu la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national ;

Vu le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 fixant les conditions d'application de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au Domaine National ;

Vu la loi n° 76-66 du 22 mars 1996 portant Code du Domaine de l'Etat ;

Vu la loi n° 96-06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales et notamment l'article 1 selon lequel les collectivités locales sont « dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière » et « s'administrent librement par des conseils élus au suffrage universel », l'article 9 selon lequel « Pour accomplir leurs missions, les collectivités locales disposent de services propres et s'appuient sur les services déconcentrés de l'Etat » et l'article 15 selon lequel « les collectivités locales peuvent individuellement ou collectivement entreprendre avec l'Etat la réalisation de programmes d'intérêt commun » ;

Vu la loi n° 96-07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales ;

Vu le décret n° 96-228 du 22 mars 1996 modifiant le décret n° 72-636 du 29 mai 1972 relatif aux attributions des chefs de circonscription administrative et des chefs de village ;

Vu le décret n° 96-1134 du 27 décembre 1996 portant application de la loi portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales, en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles et notamment l'article 3 selon lequel les collectivités locales « suscitent la participation de tous les acteurs dans le strict respect des principes, des orientations politiques, des options techniques et de la réglementation en vigueur » et « dévelop-

pent une approche intégrée et participative, favorisant l'interdisciplinarité, et exercent leurs compétences sur la base de plans et schémas. L'intervention des collectivités locales dans le domaine de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles est basée sur les caractéristiques spécifiques à chaque zone éco-géographique » et l'article 8 qui énonce que « Les collectivités locales prennent toutes les mesures appropriées pour le développement des ressources naturelles notamment (...) la conservation de l'habitat sauvage, la protection des espèces animales et végétales menacées ».

Vu l'article 40 encadrant le développement des conventions locales selon lequel « La communauté rurale peut mettre en place un cadre de concertation sur la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement. L'organisation, la composition et le mode de fonctionnement de ce cadre de concertation sont définis par une délibération du conseil rural. »

Vu la loi n° 98-03 du 08 janvier 1998 portant code forestier ;

Vu le décret n° 98-164 du 20 février 1998 portant application du code forestier ;

Vu le décret n° 96-572 du 9 juillet 1996 fixant les taxes et redevances en matière d'exploitation forestière ;

Vu la loi n° 86-04 du 24 janvier 1986 portant Code de la Chasse et de la Protection de la Faune ;

Vu le décret n° 86-844 du 14 juillet 1986 portant Code de la Chasse et de la Protection de la Faune (partie réglementaire) ;

Vu la loi de 2001 et le décret portant Code de l'Environnement et notamment l'article 1 selon lequel « l'environnement sénégalais est un patrimoine national, partie intégrante du patrimoine mondial » et l'article 4 qui énonce : « tout projet de développement mis en place dans le pays doit tenir compte des impératifs de protection et de mise en valeur de l'environnement. Il doit également tenir compte des principes ci-après : (...) La coopération entre l'Etat, les collectivités locales, les associations, les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, les citoyens » ;

Relevant plus particulièrement des principes et normes posés par les lois et les règlements :

- que constitue de plein droit le domaine national (toutes les terres non classées dans le domaine public et non immatriculées), que l'Etat détient les terres du domaine national et que les terres de la zone des terroirs sont affectées aux membres des communautés rurales (loi n° 64-46 du 17 juin 1964) ; que l'affectation est personnelle à l'individu ou au groupement bénéficiaire ; elle ne peut faire l'objet d'aucune transaction (ni vente ni contrat de louage) ; elle est prononcée pour une durée indéterminée ; elle confère à son bénéficiaire un droit d'usage sur les terres qui en font l'objet (art. 19 du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964) ;
- que la communauté rurale qui est une collectivité locale, personne morale de droit public, dotée de l'autonomie financière, est constituée par un certain nombre de villages appartenant au même terroir unis par une solidarité résultant notamment du voisinage, possédant des intérêts communs et capables ensemble de trouver les ressources nécessaires à leur développement (art. 192 de la loi n° 96-06 du 22 mars 1996) ;

- que le conseil rural est l'organe représentatif des intérêts des habitants du terroir pour tout ce qui concerne l'utilisation du sol et qu'il gère les terres du domaine national sises dans le périmètre du terroir, sous contrôle a posteriori du représentant de l'Etat sur la légalité des actes ainsi que sur le budget (art. 6 du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 & loi n° 96-06 du 22 mars 1996) ; que les terres de culture et de défrichement sont affectées par délibération du conseil rural et que l'affectation prend fin, de plein droit, au décès de la personne physique ou à la dissolution de l'association ou de la coopérative affectataire (art. 2 & art. 5 décret n° 72-1288 du 27 octobre 1972) ; que d'après le législateur national, si l'Etat est le garant de la gestion rationnelle des ressources naturelles et de l'environnement pour un développement durable, les collectivités locales ont quant à elle le devoir d'assurer la gestion et de veiller à la protection de ces ressources naturelles (principes du décret n° 96-1134 du 27 décembre 1996, art. 3) ; que dans le cadre législatif du transfert de compétences en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles, la communauté rurale est compétente pour délibérer notamment sur les matières suivantes (art. 195 de la loi n° 96-06 du 22 mars 1996 & art. 30 de la loi n° 96-07 du 22 mars 1996) :
  - les modalités d'exercice de tout droit d'usage ;
  - l'affectation et la désaffectation des terres du domaine national ;
  - la protection de la faune et de la flore ;
  - la gestion de sites naturels d'intérêt local ;
  - la création de bois et d'aires protégées (dans les zones et sites naturels présentant un intérêt socio-écologique rural, art. 44 & 48 D96-1134, création et gestion de réserves protégées, art. 50 D96-1 134) ;
  - la lutte contre les incendies et la pratique des feux de culture, la constitution et le fonctionnement des comités de vigilance contre les feux de brousse (art. 43 D96-1 134) ;
  - les servitudes de passage et la vaine pâture (+ art. 17 du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 + art. 17 du décret n° 72-1288 du 27 octobre 1972) ;
  - le régime et les modalités d'accès et d'utilisation des points d'eau de toute nature (notamment aux troupeaux appartenant à des ressortissants d'autres communautés rurales, art. 16 du décret n° 72-1288 du 27 octobre 1972 ;
  - la création, la délimitation et la matérialisation des parcours et pâturages et aussi le classement et le déclassement de tout ou une partie des parcours (art. 3 et 33 du décret n° 80-2 du 10 mars 1980) ;
  - l'organisation de l'exploitation de tous produits végétaux de cueillette et des coupes de bois (autorisation préalable de toute coupe, art. 46 D96-1134) ;
  - la gestion des forêts sur la base d'un plan d'aménagement ;
  - l'élaboration et la mise en oeuvre du plan local d'action pour l'environnement ;
  - l'avis d'autorisation de défrichement ;
  - l'avis d'autorisation d'amodiation des zones de chasse ;
- que les droits d'usage sur la forêt du domaine national accordés par le législateur aux populations riveraines pour des besoins strictement personnels et familiaux sont : le ramassage du bois mort et de la paille, la récolte de fruits, de plantes alimentaires ou médicinales, de gommes, de résines et de miel, le parcours du bétail, l'émondage et l'ébranchage des espèces fourragères, le bois de service destiné à la réparation des habitations ; sans aucun droit de disposer des lieux ; que ces droits d'usage ne s'appliquent pas aux périmètres de reboisement et de restauration, aux parcs nationaux, aux réserves

naturelles intégrales et aux forêts privées art. L10 & L11 de la loi n° 98-03 du 08 janvier 1998) ;

- que les droits d'exploitation des forêts et terres à vocation forestières du domaine national appartiennent à l'Etat (art. L2 de la loi n° 98-03 du 08 janvier 1998) et qu'ainsi l'exploitation nécessite l'obtention d'un permis d'exploitation dont la délivrance est subordonnée au versement préalable de taxes et redevances (art. R19 du décret 98-164 du 20 février 1998) ;
- que cependant l'exploitation des produits forestiers des forêts relevant de la compétence de la communauté rurale est assujettie à l'autorisation préalable du président du conseil rural (art. L4 de la loi n° 98-03 du 08 janvier 1998) ;
- que selon le code forestier, la gestion de la forêt est soumise à l'élaboration par la communauté rurale d'un plan d'aménagement forestier présentant la forêt en unités de gestion avec le calendrier des coupes et désignant les personnes physiques ou morales adjudicataires des parcelles à exploiter ;
- que pour atteindre les objectifs de gestion rationnelle et de protection des ressources naturelles et de l'environnement, les collectivités locales sont appelées à susciter la participation de tous les acteurs (principes du décret n° 96-1134 du 27 décembre 1996, art. 3) ;
- que les collectivités locales doivent apporter leur concours pour la protection de l'environnement et de la faune, ainsi que pour la protection et l'entretien des forêts, des zones et sites naturels d'intérêt national (principes du décret n°96-1134 du 27 décembre 1996, art. 3) ;
- que le conseil rural assiste les villages dans la mise en oeuvre des plans d'aménagement et de gestion des terroirs (art. 48 du décret n° 96-1134) ;
- que le conseil rural peut émettre des vœux sur toutes les mesures réglementaires qu'il juge utile de voir son président mettre en oeuvre et qui sont nécessaires pour l'exploitation des ressources naturelles (art. 8 du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 & art. 200 de la loi n° 96-06 du 22 mars 1996) ;
- que les compétences des collectivités locales s'inscrivent dans les conventions et accords internationaux ratifiés par l'Etat (art. 12 du décret n° 96-1 134 du 27 décembre 1996).

#### 4.2.2. Au plan local

Relevant plus particulièrement des déclarations et engagements posés par la population :

- que l'ampleur de la dégradation des ressources naturelles et les difficultés de parvenir à subvenir à leurs besoins à partir de l'exploitation de ces dernières font que les populations sont actuellement conscientes que les ressources sont limitées et qu'un changement de comportement est plus que nécessaire. Il en ressort une volonté de réglementer leur accès ;
- que les villageois sont les plus proches des ressources naturelles et les premières victimes de leur destruction ;
- qu'il convient de gérer de manière pro-active et paisible les conflits qui pourraient surgir des intérêts divergents et de la compétition entre les différents usagers ;
- que les ressources naturelles sont considérées comme un bien commun dont l'accès est libre ;
- qu'il n'existe pas d'organisation à la base ayant pour vocation la gestion des ressources naturelles ;
- qu'il existe une compétition entre les différents utilisateurs dans l'exploitation des ressources pour la satisfaction des besoins quotidiens ;



- que les services techniques étatiques manquent de moyens humains et logistiques d'intervention.

Nous, population des villages de Péthie, Sadioga, Keur Farba et Ndiomdy adoptons la convention locale suivante appelée : «convention locale pour une gestion durable des ressources naturelles de la forêt de Djiffa ».

## **V. Modalités de la mise en œuvre de la convention**

### **5.1. Organes de prise en charge de la convention**

**Article 1.** Les populations ont durant les concertations reconnu la nécessité de disposer d'une organisation capable de prendre en charge les défis que posent cette initiative qui consistent à construire une vision commune et partagée pour la forêt de Djiffa et sa réalisation aux bénéfices des populations sans exclusive mais aussi au bénéfice de l'environnement.

**Article 2.** Elles ont en majorité plaidé la mise en place de trois organes : un comité inter villageois de surveillance, un comité de supervision et un comité de prévention et de gestion des conflits.

#### **5.1.1. Comité de surveillance (CS)**

**Article 3.** Les membres du CS sont des bénévoles et ne devront en aucun cas réclamer de salaires ou une part des produits saisis ; toutefois ils peuvent être privilégiés dans.

**Article 4.** Ses missions consistent à prendre en charge la mise en œuvre de la convention locale, du plan/schéma qui l'accompagne et de veiller à leur mise à jour périodique.

**Article 5.** De manière pratique, le CS prendra en charge / veillera à :

- la planification, l'organisation et la coordination de toutes les activités de conservation et de restauration à mener en rapport avec les chefs de villages et les populations ;
- l'application de toutes les dispositions de la convention locale.

**Article 6.** Le CS sera composé de 12 personnes à raison de 3 représentants de chaque village désignés en assemblée villageoise dont deux hommes et une femme ; une personne au moins parmi les 3 représentants des villages doit pouvoir lire et écrire en français et à défaut en arabe ou dans une langue locale.

Les autres critères de choix des membres du comité inter villageois de surveillance/écogardes utilisés sont :

- Disponible
- Résident au village
- Sociable
- Expérience et engagement dans les problèmes communautaires
- Volontaire
- Genre
- Crédible.

**Article 7.** Le CS sera structuré comme il suit :

- Président
- Vice président
- Secrétaire
- Secrétaire adjoint
- Caissier (e)
- Caissier (e) adjoint (e)
- Responsable du matériel
- Responsable de la formation
- Responsable du partenariat
- Responsable de l'information et de la communication
- Responsable de l'organisation
- Responsable des travaux en forêt.

**Article 8.** Les femmes membres du CS joueront un rôle clé dans la gestion de la caisse et du matériel de la forêt et la mobilisation des femmes.

**Article 9.** Le CS travaillera en étroite collaboration avec les services techniques locaux et la commission environnementale de la communauté rurale ; il veillera à ce que le plan de gestion respecte les orientations du plan de développement local.

**Article 10.** Il organisera des équipes mixtes de surveillance et un calendrier connu seulement de ses membres.

**Article 11.** Ses membres se réuniront une fois par mois, une fois tous les trois mois avec l'ensemble des chefs de villages et une fois tous les 6 mois avec le comité de supervision sur la base d'une convocation émise par le président de ce dernier ; le secrétaire du CS est responsable de l'élaboration des comptes rendus de ces réunions.

**Article 12.** Les comptes rendus des réunions trimestrielles et semestrielles qui seront archivés seront aussi distribués aux autorités locales, administratives, chefs de villages et partenaires techniques.

**Article 13.** Les représentants de chaque village dans le CS devront en rapport avec leur chef de village organisé des réunions d'information semestrielles dans leur village sur la gestion de la forêt.

**Article 14.** Le CS gérera la caisse et le matériel de la forêt.

**Article 15.** Le matériel de la forêt peut être loué et les recettes utilisées pour la gestion de la forêt. Cependant, la location ne doit en aucun cas perturber les activités de gestion. Le barème des tarifs applicables ainsi que toutes les conditions relatives à cette location doivent être discutés et arrêtés au début de chaque année par le comité de surveillance.

### **5.1.2. Comité de supervision (COSU)**

**Article 16.** Un comité de supervision composé des représentants des services techniques locaux, des chefs de villages, des autorités locales.

**Article 17.** Le COSU est créé pour superviser la gestion de la forêt et veiller à l'application de la convention locale et du plan d'action par le CS.

**Article 18.** Il sera présidé par le président de la commission environnementale de la communauté rurale de Djilor.

**Article 19.** Il sera chargé de valider tout changement majeur dans l'orientation et la gestion de la forêt sous réserve du respect des codes en vigueur et de la délibération du conseil rural créant la forêt communautaire.

**Article 20.** Il devra organiser l'évaluation de la gestion et veiller à une mise à jour de la convention et du plan tous les ans en fonction des moyens disponibles.

**Article 21.** Le CS, en la personne de son secrétaire sera chargé d'assurer le secrétariat du COSU.

**Article 22.** Il devra appuyer le CS pour trouver les moyens de mise en œuvre de la convention locale et du plan d'action.

**Article 23.** Les frais engagés pour le fonctionnement du COSU font parties des priorités en prendre en charge par la caisse de la forêt.

#### **5.1.3. Comité de prévention et gestion des conflits (CPGC) (Règlements des conflits/ médiation)**

**Article 24.** Un comité de prévention et de gestion des conflits sera mis en place avec les 5 notables de chaque village.

**Article 25.** Ce comité va se structurer en nommant un président et son adjoint, un secrétaire et son adjoint.

**Article 26.** Ce comité sera saisi et peut s'auto saisir de tout conflit majeur entre les villages ou des groupes issus des villages initiateurs de cette présente convention ou d'autres villages et des villages concernés par la convention.

**Article 27.** Le CPGC est chargé de réfléchir sur les conditions d'une entente parfaite entre les villages concernés, liés par la convention et de prévenir ainsi tout conflit.

**Article 28.** En cas de conflit, le CPGC doit faire tout son possible pour régler le problème à l'amiable.

**Article 29.** En cas d'échec de la médiation et si le CPGC craint des violences, il peut saisir les autorités administratives et /ou les eaux et forêts pour éviter toute confrontation physique.

**Article 30.** Les frais engagés pour le fonctionnement du CPGC font parties des priorités en prendre en charge par la caisse de la forêt.

## 5.2. Découpage de la forêt en 5 zones principales

**Article 31.** La forêt de Djiffa est composée d'une savane arbustive à arborée centrale, d'une mince bande de savane arborée à arbustive, d'une bande circulaire de savane arbustive limitée par des zones de prairie à halophytes et de tann. Elle englobe aussi une petite zone de steppe arbustive et une zone de bas fonds (anciennes rizières abandonnées). C'est une forêt en état de dégradation avancée qui demande de gros efforts soutenus pour sa réhabilitation. Cependant, lors des concertations, les populations, à une grande majorité sont convaincus de l'opérationnalité d'une mesure qui viserait à fermer totalement la forêt aux troupeaux et ont manifesté le souhait de pouvoir continuer à garder leur troupeau dans la forêt surtout pendant l'hivernage. Dans ce genre de processus qui privilégie le consensus, par souci pédagogique, il est recommandable d'éviter les mesures difficilement acceptables même si leur pertinence et efficacité ne sont pas discutables. Ce qui est recherché avant tout est de mettre un climat de confiance, d'engager des actions pilotes en mesure de prouver aux populations qu'elles ont emprunté l'une des meilleures voies pour profiter à la fois de leur bien commun et en même temps le conserver en minimisant les conflits.

**Article 32.** Ainsi, pour concilier ce besoin avec un ensemble d'initiatives de conservation et de restauration, il est recommandé de mettre l'accent sur la totalité de la savane arborée à arbustive et la moitié de la savane arbustive à arborée dans une opération de mise en défens intégrale sur une période de 3 à 4 ans. Cette zone serait clôturée en partie ou totalement dans la mesure des possibilités pour éviter toute perturbation de l'opération. Une zone peut aussi être clôturée pour protéger une forte régénération naturelle ou un reboisement.

Une seconde zone composée par la bande littorale aux bolons qui bordent la forêt sera entièrement reboisée sur une période de 3 ans pour une protection du littoral.

La troisième partie constituée de la savane arbustive à arborée non clôturée et la totalité de la savane arbustive va connaître un ensemble d'interventions de conservation, de restauration mais aussi d'exploitation.

La quatrième zone sera constituée de la prairie à halophyte et des tann.

Enfin la cinquième zone sera constituée des rizières.

Les objectifs, interventions, mesures, moyens nécessaires et modalités de mise en œuvre pour chacune de ses zones seront précisés dans le plan d'action qui accompagne cette convention locale.

## VI. Domaines /ressources régis (ies) par la convention

### 6.1. Foresterie

#### 6.1.1. Dispositions générales

**Article 33.** Compte tenu de la dégradation très poussée de la forêt de Djiffa, la population s'engage à conserver l'existant et à restaurer la biodiversité et les productivités.

#### 6.1.2. Prélèvement du bois et de la paille

**Article 34.** Le ramassage et la coupe de bois mort à usage domestique sont interdits tout au long de l'année dans la forêt de Djiffa.

**Article 35.** La coupe de bois vert est strictement interdite.

**Article 36.** Le comité de surveillance sur la base d'une connaissance précise des disponibilités et des besoins peut, en rapport avec les chefs de village, instaurer un quota de bois mort par famille et par an. Le CS, les chefs de villages et l'ensemble des partenaires travailleront dans le sens de la réalisation des conditions d'application de cette mesure.

**Article 37.** La production de charbon de bois est strictement interdite.

**Article 38.** Pour éviter la coupe hâtive des herbes avant une production suffisante de semences, l'exploitation de l'herbe est seulement autorisée en saison sèche à partir de janvier et pour des usages domestiques.

**Article 39.** La plantation des espèces d'herbes suivantes doit être promue :

Nom scientifique	Nom sérère
• <i>Andropogon gayanus</i>	ndouye
• <i>Cténium elegans</i>	yagon
• <i>Popoguinea arrecta</i>	fath
• <i>Penisetum pedisellatum</i>	fayaye
• <i>Andropogon pseudapricus</i>	mafarmbil

**Article 40.** Une zone peut être clôturée pour une mise en défens intégrale, pour protéger une forte régénération naturelle ou un reboisement. Toute zone clôturée est mise en défens pour au moins 3 ans ; l'ouverture de la zone et le déplacement de la clôture sur une autre zone se fera sur la base d'une proposition du comité de surveillance approuvée par les chefs de villages suite à une évaluation de la mise en défens à la fin de la période de 3 ans.

**Article 41.** Dans la zone mise en défens, la collecte de bois mort y est autorisée seulement pour le CS qui est chargé de vendre le bois mort pour reverser l'argent dans la caisse de la forêt.

**Article 42.** Toute zone anciennement clôturée et mise en défens si elle est ré ouverte, elle retrouve le statut des zones non mise en défens.

**Article 43.** Les populations s'engagent à réaliser des opérations de reboisement massives à partir de l'année 2006 et cela chaque année ; le comité de surveillance est tenu de recenser les espèces, quantités et sources d'approvisionnement de plants et de veiller en rapport avec leurs partenaires à l'approvisionnement correcte et en temps opportun pour la satisfaction des besoins.

**Article 44.** Le reboisement des espèces d'arbres suivantes est privilégié :

Nom scientifique	Nom sérère
• <i>Tamarindus indica</i>	Sob
• <i>Acassia albida</i>	Sass
• <i>Cordila pinnata</i>	Nar
• <i>Ficus sicomaurus</i>	Ndoun
• <i>Ziziphus mauritiana</i>	Guith

• <i>Prosopis chilensis</i>	Prosopis
• <i>Eucalyptus camaldulensis</i>	Khoti boutel
• <i>Anacardium occidentale</i>	Ndaff ndoubab
• <i>Khaya senegalensis</i>	Ngarygne
• <i>Pterocarpus erinaceus</i>	Mban
• <i>Acacia holo</i>	.....
• <i>Ziziphus micronata</i>	Nguith mone
• <i>Ficus itheophylla</i>	Bélégne
• <i>Anona senegalensis</i>	Ndong
• <i>Ampelocissus leonensis</i>	Mboguoye
• <i>Gardenia termifolia</i>	Mboss
• <i>Vitex doniona</i>	Ndiob
• <i>Entada africana</i>	Mbathiar
• <i>Adansonia digitata</i>	Bouye
• <i>Diospyros mespiliformis</i>	Neen
• <i>Casuarina equisetifolia</i>	Filao
• <i>Tamarix senegalensis</i>	Mbourdou
• .....	Sibi
• <i>Cocos nucifera</i>	Cocotiers

**Article 45.** Compte tenu des pertes énormes de terrain à usage agricole ou d'habitation liées à l'érosion causée en partie par la coupe de mangrove, il est interdit toute coupe de bois de mangrove.

**Article 46.** Le comité de surveillance est chargé de travailler avec les partenaires pour reboiser les sites favorables à *Rhizophora* et à *Avicennia*.

**Article 47.** L'utilisation des engins de pêches susceptibles de détruire les reboisements de mangrove est interdite dans les zones reboisées en mangrove.

**Article 48.** Les populations s'engagent à réaliser un reboisement de protection de la totalité du littoral pour les limites de la forêt bordées de bolons. Les espèces visées pour la fixation du littoral sont *Eucalyptus sp*, *Prosopis chilensis*, *Acacia holo*, *Casuarina equisetifolia* (filao), *Cocos nucifera* (cocotiers), niawli, *Tamarix senegalensis* (mbourndou).

**Article 49.** Chaque propriétaire de champs s'engage à reboiser des arbres dans ou sur le bord de son champ pour faciliter l'approvisionnement de sa famille en bois de chauffe et bois d'oeuvre ; il en est de même des propriétaires des concessions ; le reboisement avec les espèces suivantes est recommandé :

Nom scientifique	Nom sérère
• <i>Celtis integrifolia</i>	Ngaan
• <i>Acacia albida</i>	Sass
• <i>Prosopis chilensis</i>	Prosopis
• <i>Ficus dekedena</i>	Doubali

**Article 50.** Le comité de surveillance est chargé de recenser tous les besoins en plants (quantité et espèces) et de trouver en rapport avec les partenaires les solutions idoines pour un approvisionnement gratuit en priorité.

**Article 51.** Il est complètement interdit de couper les petits plants de toutes les espèces d'arbres et d'arbrisseaux dans la forêt.

**Article 52.** Les populations s'engagent à s'équiper en fourneaux améliorés ; le comité de surveillance en rapport avec les chefs de villages, les associations villageoises locales et les partenaires doivent leur apporter leur appui pour la réalisation de cet engagement.

### **6.1.3. Cueillette et Pharmacopée**

**Article 53.** L'exploitation des fruits sauvages à usage personnel et familial est permise pour tous les habitants des 4 villages sans autorisation préalable.

**Article 54.** La cueillette des fruits immatures est interdite ; le comité de surveillance en rapport avec les chefs de villages fixe les périodes de récolte de chaque fruit chaque année et en informe les populations.

**Article 55.** Dans la zone mise en défens, la cueillette de fruits sauvages y est autorisée seulement pour le CS qui est chargé de vendre la récolte pour reverser l'argent dans la caisse de la forêt.

**Article 56.** L'ébranchage des arbres fruitiers est interdit.

**Article 57.** Les populations des 4 villages s'engagent à long terme (Dans 5 ans au moins) à travailler avec le comité de surveillance pour instaurer un système de commercialisation des fruits sauvages centralisé sous la responsabilité du comité ; le comité achètera le produit aux populations sur la base d'un prix consensuel et unique pour chaque type de produit et se chargera de le stocker et de le commercialiser ; les bénéfices issus de cette opération seront versés dans la caisse de la forêt et seront utilisés pour financer la gestion de la forêt.

**Article 58.** L'exploitation des fruits pour la commercialisation est soumise à l'obtention d'un ticket d'accès délivré gratuitement par un membre du comité de surveillance ; cependant les recettes des produits vendus sont taxés suivants le barème suivant :

- 25 F CFA pour un kilogramme de « soump ou monel » ou « sidem ou guith » dont 15 F CFA pour la redevance forestière et 10 F CFA pour la caisse de la forêt.
- 20 F CFA pour un kilogramme de « new ou naff » dont 15 F CFA pour la redevance forestière et 5 F CFA pour la caisse de la forêt.

**Article 59.** Le CS est chargé de payer les redevances afférentes avec les taxes perçues au service des eaux et forêts. Les modalités de mise en oeuvre qui seront utilisées doivent être retenues d'un commun accord entre le CS et le service des eaux et forêts.

**Article 60.** Le prélèvement de feuilles, écorces et racines pour un usage en pharmacopée pour les besoins individuels et familiaux est autorisé ; par conséquent les espèces suivantes utiles pour la pharmacopée sont protégées :

Nom scientifique	Nom sérère
• <i>Terminalia macroptera</i>	Mbalac
• <i>Securidaca longidediculatum</i>	Couf
• <i>Ampelocissus leonensis</i>	Mbogoye
• <i>Adansonia digitata</i>	Mback
• <i>Hymenocardia acida</i>	Nguerkelègne
• <i>Guiera senegalensis</i>	Nguer

**Article 61.** Le prélèvement de feuilles, écorces et racines à usage de pharmacopée pour une commercialisation est formellement interdite jusqu'à nouvel ordre.

#### 6.1.4. Feux de brousse

**Article 62.** Les feux précoces sont recommandés dans la forêt ; le comité de surveillance en rapport avec les chefs de villages et le service des eaux et forêt sont chargés d'apprécier l'opportunité de leur réalisation, et de réunir les moyens pour la réussite de l'opération.

**Article 63.** Des pares feux seront installés et ou entretenus à la période opportune chaque année. Le comité de surveillance en rapport avec les chefs de village, les associations villageoises locales, tous les habitants des 4 villages et les partenaires doivent appuyer la réalisation de cet engagement.

**Article 64.** En cas d'incendie, toutes les populations des quatre villages doivent intervenir quelque soit le motif et la localisation de l'incendie.

**Article 65.** Aucun village ne peut être tenu collectivement responsable d'un feu dont le fautif n'a pas été identifié.

**Article 66.** La pratique de l'apiculture traditionnelle faisant usage de feu est interdite.

#### 6.1.5. Infractions

**Article 67.** Les actes suivants sont considérés comme des infractions :

- (a) le ramassage et la coupe de bois mort ;
- (b) la coupe de bois vert ;
- (c) l'émondage et l'ébranchage des arbres fruitiers ;
- (d) la création volontaire de feu de brousse quelque soit l'origine ;
- (e) la récolte de fruits immatures ;
- (f) la protection ou la non dénonciation d'un contrevenant ;
- (g) toute exploitation dans une zone clôturée sauf pour les exceptions autorisées au CS ;
- (h) la coupe précoce de la paille (avant janvier) en dehors des périodes et zones autorisées et pour les usages non autorisés ;



- (i) la coupe des petits plants de toutes les espèces d'arbres et d'arbrisseaux dans la forêt ;
- (j) la coupe de bois de mangrove ;
- (k) la production de charbon de bois avec du bois issus de la forêt.

#### **6.1.6. Sanctions**

**Article 68.** Le comité de surveillance est le seul habilité à sanctionner et à juger de la gravité des infractions.

**Article 69.** Toute infraction fera d'abord l'objet de transaction au niveau du comité de surveillance ; en cas de refus du contrevenant l'affaire sera soumise au comité de surveillance et le chef du village où habite le contrevenant ; en cas de second échec le comité de surveillance soumettra le dossier au responsable du service des eaux et forêt dans la zone.

**Article 70.** Les infractions ci-dessus énumérées seront sanctionnées comme il suit.

- Les infractions (a), (b), (c), (e), (g), (i), (j) seront punies par une amende de 15 000 fcfa au bénéfice de la caisse de la forêt et la confiscation des produits prélevés qui seront remis au chef de service des eaux et forêt de la localité.
- Compte tenu de la gravité des infractions (d) et (k) tout responsable de l'infraction (d) et (k) sera remis au chef de service des eaux et forêt de la localité ainsi que le produit saisi.
- L'infraction (f) sera punie avec les mêmes pénalités prévues pour le contrevenant.
- L'infraction (h) sera punie avec une amende de 3000 F CFA et la confiscation de la totalité du produit qui sera remis au chef de service des eaux et forêt de la localité.

#### **6.2. Pastoralisme**

##### **6.2.1. Dispositions générales**

**Article 71.** La pâture est autorisée toute l'année dans les zones non mises en défens de la forêt pour les autochtones. Cependant les éleveurs autochtones doivent s'acquitter d'un droit d'accès annuel par troupeau de 2000 F CFA.

**Article 72.** Les zones reboisées et non protégées (absence de clôture et gabions) sont déconseillées pour la pâture. Par conséquent, les éleveurs doivent éviter de s'approcher de ces zones dans la conduite de leur troupeau pendant les trois premières années de la plantation.

**Article 73.** Le cheptel des transhumants est interdit de pâture dans la forêt ; cependant ils peuvent emprunter les couloirs pour le passage vers les mares et puits.

**Article 74.** L'abattage et l'émondage de toutes espèces d'arbres pour nourrir le bétail sont interdits.

**Article 75.** La pâture est déconseillée dans la zone des champs à partir du début des semis jusqu'à la fin des récoltes.

**Article 76.** Les populations s'engagent à appuyer la régénération des espèces d'herbes.

**Article 77.** Les éleveurs s'engagent à reboiser et à appuyer le reboisement d'espèces fourragères dans leurs concessions, dans leurs champs le cas échéant et dans la forêt.

### **6.2.2. Infractions**

**Article 78.** Les actes suivants sont considérés comme des infractions :

- (a) la pâture dans les zones mises en défens de la forêt ;
- (b) la pâture du troupeau sans s'acquitter du droit d'accès annuel ;
- (c) l'abattage et l'émondage des arbres en particulier les arbres fruitiers pour nourrir le bétail ;
- (d) la pâture du cheptel des transhumants.

### **6.2.3. Sanctions**

**Article 79.** Le comité de surveillance est le seul habilité à sanctionner et à juger de la gravité des infractions.

**Article 80.** Toute infraction fera d'abord l'objet de transaction au niveau du comité de surveillance ; en cas de refus du contrevenant l'affaire sera soumise au comité de surveillance et le chef du village où habite le contrevenant ; en cas de second échec le comité de surveillance soumettra le problème au responsable du service des eaux et forêts dans la zone.

**Article 81.** Les infractions ci-dessus énumérées (a), (b), (c) et (d) seront punies par une amende de 15 000 F CFA au bénéfice de la caisse de la forêt.

## **6.3. Chasse**

### **6.3.1. Dispositions générales**

**Article 82.** La forêt de Djiffa, autrefois lieu de chasse traditionnel riche en faune n'abrite plus que quelques rares espèces telles que les serpents, hyènes, chacals, perdrix, lièvres, rats palmistes, pintades et singes...; la restauration d'une faune conséquente passe obligatoirement par la restauration de la forêt pour reconstituer les habitats et les sources de nourriture.

**Article 83.** La chasse est complètement interdite dans les limites de la forêt de Djiffa quelque soit sa motivation et ses cibles.

**Article 84.** Le comité de surveillance, les chefs de village et le conseil rural doivent veiller à ne pas intégrer la forêt de Djiffa dans une zone amodiée. Si tel est le cas présentement, le conseil rural est sollicité pour ne pas intégrer la forêt de Djiffa dans la zone amodiée lors du renouvellement du contrat d'amodiation.

**Article 85.** Le comité de surveillance, les chefs de village et le conseil rural s'engagent à travailler avec les autorités du PNDS et des eaux et forêts pour l'introduction dans le long terme d'espèces animales dont l'acclimatation est possible.

**Article 86.** Toute introduction d'un animal sans une autorisation préalable obtenue après une étude d'impact environnemental est interdite.

### **6.3.2. Infractions**

**Article 87.** L'abatage de tout animal dans la forêt est une infraction.

**Article 88.** Le ramassage de tout animal ou partie d'un animal mort naturellement ou de façon accidentelle dans la forêt est interdite sans autorisation préalable du service des Eaux et Forêts.

**Article 89.** L'introduction d'un animal sans autorisation est une infraction grave.

### **6.3.3. Sanctions**

**Article 90.** Le comité de surveillance est le seul habilité à sanctionner et à juger de la gravité des infractions.

**Article 91.** Toute infraction fera d'abord l'objet de transaction au niveau du comité de surveillance ; en cas de refus du contrevenant l'affaire sera soumise au comité de surveillance et le chef du village où habite le contrevenant ; en cas de second échec le comité de surveillance soumettra le litige au responsable du service des eaux et forêt dans la zone.

**Article 92.** Tout contrevenant à l'interdiction d'abatage d'un animal dans la forêt de Djiffa sera remis au responsable du service des eaux et forêt dans la zone.

**Article 93.** Tout contrevenant à l'interdiction de ramassage de tout animal ou partie d'un animal mort naturellement ou de façon accidentelle dans la forêt sans autorisation préalable sera remis au responsable du service des eaux et forêts dans la zone.

**Article 94.** Tout contrevenant à l'introduction sans autorisation d'un animal dans la forêt de Djiffa sera remis au responsable du service des eaux et forêt dans la zone ; la confiscation ou l'abatage de l'animal sera fait au frais du contrevenant ; le comité de surveillance, les chefs de villages et les autorités locales s'engagent dans ce cas à informer sans délai le service des eaux et forêts ou des parcs pour une réaction adéquate.

## **6.4. Ressources hydriques**

### **6.4.1. Dispositions générales**

**Article 95.** Les nombreuses petites mares de la forêt ont pratiquement disparues et il existe une forte concentration des animaux autour de la grande mare située en dehors. Cette situation ne favorise pas une régénération de la faune et a constitué une des causes de la disparition des animaux.

**Article 96.** Les populations s'engagent à travailler sous la direction du comité de surveillance pour la restauration des mares et la création d'autres mares de grandes envergures et des bassins de rétention pour une bonne restauration de la flore et de la faune sauvage moyenne et grande.

**Article 97.** Les éleveurs s'engagent à contribuer à l'amélioration des sources d'abreuvement des bétails et par conséquent à éviter la dégradation des ouvrages et aménagements hydrauliques mis en place.

**Article 98.** Les populations s'engagent à ne pas transformer les mares situées dans la forêt en rizières.

#### **6.4.2. Infractions**

**Article 99.** Tout manquement aux règles d'utilisations des sources en eau est considéré comme une infraction.

**Article 100.** Toute destruction ou détérioration d'un ouvrage ou aménagement hydraulique est considérée comme une infraction.

#### **6.4.3. Sanctions**

**Article 101.** Le comité de surveillance est le seul habilité à sanctionner et à juger de la gravité des infractions.

**Article 102.** Toute infraction fera d'abord l'objet de transaction au niveau du comité de surveillance ; en cas de refus du contrevenant l'affaire sera soumise au comité de surveillance et le chef du village où habite le contrevenant ; en cas de second échec le comité de surveillance soumettra le litige au responsable du service des eaux et forêt dans la zone.

**Article 103.** Tout contrevenant à l'article 99 devra payer une amende de 10 000 F CFA.

**Article 104.** Tout contrevenant à l'article 100 devra prendre en charge les frais de réparation des dégâts.

### **6.5. Terres**

#### **6.5.1. Dispositions générales**

**Article 105.** Traditionnellement, la riziculture était pratiquée par les femmes des villages environnants dans les bas fonds de la forêt de Djiffa ; sa disparition à cause de la salinisation des terres et de la divagation des animaux a entraîné une détérioration des moyens d'existence de ces populations à faibles revenus et qui sont obligées maintenant d'acheter du riz s'ils veulent en consommer.

**Article 106.** La riziculture traditionnelle est autorisée dans les limites de la forêt de Djiffa au profit des femmes des 4 villages ; celles-ci s'engagent à n'introduire une pratique nouvelle que si elle est avérée non destructrice de l'environnement. Le comité de surveillance, les chefs de village et les autorités locales veilleront en rapport avec les partenaires à disposer d'une liste de pratiques et produits à éviter.

**Article 107.** Les populations des villages environnants s'engagent à travailler avec le comité de surveillance et les partenaires pour réunir les conditions d'une relance de la riziculture respectueuse de l'environnement et sécurisée contre la divagation.

**Article 108.** Les éleveurs s'engagent à surveiller leurs bétails et à tout faire pour qu'il n'y ait plus de divagation dans les rizières restaurées.

**Article 109.** Les populations s'engagent à laisser une bande de terre large de 25 m au moins le long des bolons qui bordent la forêt ; le comité de surveillance, les chefs de village et les autorités locales veilleront à ce que cette zone ne soit en aucun cas attribuée pour un quelconque usage sauf pour un reboisement communautaire de protection.

**Article 110.** Les chefs de villages et les autorités locales s'engagent à n'octroyer de terrain dans les limites comprises entre la limite supérieure de la bande des 25 m ci-dessus ciblée et celle de 50 m que lorsque le bénéficiaire prouve que l'usage envisagée n'est pas destructrice de l'environnement et que tout changement d'usage sera soumis à une autorisation préalable des autorités locales.

**Article 111.** Les populations s'engagent à ne pas cultiver les terres de la forêt de Djiffa et à ne pas faire de demande de terrain à l'intérieur de la forêt pour une période d'au moins 15 ans.

**Article 112.** Les propriétaires des champs les plus proches de la forêt s'engagent à ne pas utiliser le feu de façon à mettre en danger la forêt de Djiffa.

#### **6.5.2. Infractions**

**Article 113.** La pratique de toute autre culture que celle du riz dans le périmètre forestier de Djiffa est considérée comme une infraction.

**Article 114.** L'introduction sans autorisation préalable de toute nouvelle pratique agricole pour la riziculture susceptible de représenter un danger pour l'environnement est une infraction.

**Article 115.** L'occupation de la bande des premiers 25 m de large délimitée à partir de la limite des plus hautes eaux des bolons sur le littoral bordant la forêt est une infraction.

**Article 116.** L'occupation de celle qui vient juste après et large aussi de 25 m sans autorisation est aussi une infraction.

**Article 117.** Tout détournement d'objectif sur l'utilisation de la bande de terre large de 25 m ciblée à l'article 110 et venant juste après celle de 25 m qui est contiguë au cours d'eau est une infraction.

#### **6.5.3. Sanctions**

**Article 118.** Les infractions visées par les articles 113 et 114 seront punies par une amende de 15 000 F CFA.

**Article 119.** L'infraction visée par l'article 115 est passible d'un déguerpissement de la zone ; la destruction des installations mises en place par le contrevenant sera faite à ses frais.

**Article 120.** L'infraction visée par l'article 116 est passible d'un déguerpissement et d'une amende de 250 000 F CFA.

**Article 121.** L'infraction visée par l'article 117 est passible d'un retrait de l'autorisation par la communauté rurale et au paiement d'une amende de 1000 000 F CFA. Les infrastructures en place seront rétrocédées à la communauté rurale qui cherchera la meilleure façon de les utiliser.

## **VII. Mobilisation des moyens pour la mise en œuvre de la convention et du schéma d'aménagement**

L'UICN encourage la génération et la mise en œuvre de techniques et mécanismes organisationnels et financiers durables au niveau local pour éviter la perte des acquis dès l'arrêt du soutien apporté au processus de gestion participative. C'est pourquoi tout au long des concertations, une préoccupation majeure était de trouver une stratégie de financement locale pour faire face aux besoins minimaux de fonctionnement de l'organisation mise en place. Les propositions suivantes ont été retenues.

**Article 122.** Il est créé une caisse de la forêt de Djiffa qui sera gérée par le CS ; un compte sera ouvert dès que possible à la mutuelle la plus proche avec trois signatures.

**Article 123.** Cette caisse devra centraliser toutes les recettes, taxes et subventions destinées à la gestion de la forêt.

**Article 124.** Elle finance en priorité les frais de fonctionnement de la surveillance effectuée par les membres du CS ; à ce titre il permettra aux surveillants d'obtenir la casse croûte quotidienne lors de leur tournée. Cette mesure ne sera mise en œuvre que lorsque les conditions de recettes le permettront. Le cas échéant, le COSU fixera annuellement un montant forfaitaire par surveillant et par jour de tournée ; les autres frais prioritaires sont relatifs à l'organisation des réunions mensuelles du CS, trimestriels du CS et des chefs de villages et semestriels entre le CS et le COSU et les réunions du CPGC.

**Article 125.** Lorsque toutes ces dépenses sont couvertes, l'excédent doit servir en priorité à entretenir et renouveler le matériel et les dépenses liées à la mise en œuvre de la convention locale et du plan d'action.

**Article 126.** Les activités suivantes sont autorisées pour générer des recettes au profit de la gestion de la forêt :

- l'instauration d'une cotisation villageoise annuelle de 5000 ;
- l'organisation au niveau de chaque village des activités lucratives dont les recettes sont destinées à la caisse de la forêt (séance de lutte, bal, théâtre, etc.) ;
- le reboisement avec des essences dont les perches pourraient être vendues et les recettes utilisées dans la gestion de la forêt ;
- la commercialisation de certains produits par le CS qui achèterait les produits sur la base d'un prix consensuelle et unique pour chaque type de produit et les revendrait pour verser les bénéfices dans la caisse de la forêt.

**Article 127.** Le CS s'engage à rechercher des partenaires techniques et financiers pour la mise en œuvre de la Convention Locale et du Schéma d'aménagement.

**Article 128.** La Communauté Rurale s'engage à ne ménager aucun effort pour la mobilisation des moyens nécessaires à la gestion et préservation de la forêt de Djiffa.

## **VIII. Dispositions diverses**

**Article 129.** Un plan d'action et schéma d'aménagement simple seront élaborés et soutiendront la mise en œuvre de la convention locale.

**Article 130.** Des activités et services alternatives et complémentaires seront introduites et testées pour améliorer les moyens d'existence des communautés villageoises ; parmi ces activités on peut citer le micro crédit, le maraîchage, l'apiculture, la transformation des produits forestiers et agricoles, l'écotourisme, etc.

**Article 131.** Les populations s'engagent à respecter les membres du CS et à ne pas les provoquer.

**Article 132.** Les membres du CS s'engagent à ne pas se laisser corrompre et à mettre toute la volonté requise pour la bonne mise en œuvre de la convention locale et du schéma d'aménagement et plan d'action.

**Article 133.** La présente convention locale a été soumise pour délibération au conseil rural après avoir été validé par les populations.

**Article 134.** La présente convention locale sera publiée partout où besoin sera.

Fait à Djilor, le mercredi 14 décembre 2005.

Rue Mauverney 28  
1196 Gland  
Suisse

Tél +41 22 999 0000

Télec +41 22 999 0002

[mail@iucn.org](mailto:mail@iucn.org)

[www.iucn.org](http://www.iucn.org)

[Siège mondial](#)